



Le Monaco de Jacques Villeneuve

Cahier Sports, page G1

L'été culturel 2001

Un cahier à conserver



U2 redécouvre les plaisirs du rock

Cahier Arts+Spectacles, page D1



The Edge

L'Alliance continue de laver son linge sale

La réunion de «réconciliation» de Calgary tourne au vinaigre

VINCENT MARISSAL

CALGARY – La réunion de «réconciliation» de l'Alliance canadienne a dégénéré hier à Calgary en une formidable séance de lavage de linge sale en famille, menant à l'expulsion de l'un des plus importants stratèges du parti et à une profonde division de ses dirigeants.

Rick Anderson, un ancien proche conseiller de l'ex-chef réformiste Preston Manning, et l'un des critiques les plus virulents du chef actuel Stockwell Day, s'est vu montrer la porte du conseil national du parti après trois heures de débats intenses à huis clos.

En principe, cette réunion des 44 membres de la direction de l'Alliance canadienne, la première depuis que la contestation du chef a commencé, devait permettre de recoller les pots cassés et de relancer le parti.

Le résultat de la première journée de discussion est tout autre.

Voir ALLIANCE en A2

LE VOLANT VERT!



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Passionnés d'horticulture, amateurs de verdure et bricoleurs qui ont la main verte se sont retrouvés hier au Jardin botanique de Montréal à l'occasion du Rendez-vous horticole 2001. Ce quatrième événement annuel, qui se poursuit tout le week-end, réunit une centaine d'exposants et permet de faire les plus belles découvertes horticoles: annuelles, vivaces, arbustes, bulbes, plantes grimpantes et végétaux rares sont légion pour fleurir son parterre... ou transformer sa voiture en jungle tropicale!



Des images terrifiantes

Un sauveteur continuait hier à fouiller les débris de l'immeuble qui s'est effondré jeudi soir à Jérusalem alors que des centaines de personnes célébraient un mariage, faisant au moins 24 morts, tandis qu'on dénombrerait plus de 300 blessés. Le plancher de la salle de réception s'est dérobé sous les pieds des convives, qui sont passés à travers les étages inférieurs de l'immeuble. Dans une vidéo tournée au moment du drame par un

des convives, diffusée par la télévision, on peut voir des centaines de personnes disparaître dans un trou béant en l'espace d'une seconde. Le premier ministre Ariel Sharon, qui s'est rendu sur place, a déclaré qu'il convoquerait mardi une réunion de son cabinet pour évoquer la possibilité de mettre en place une commission d'enquête officielle afin de déterminer les causes de ce drame. À lire en page A16.

Vivre le drame afghan avant les talibans et après les talibans

RIMA ELKOURI

Dans l'esprit de Laïla, il y a deux temps: avant les talibans et après les talibans.

Avant, Laïla était professeure à Kaboul, capitale de l'Afghanistan. Après, elle aurait bien voulu continuer à être professeure. Mais sous le régime des talibans, pas question: les femmes n'ont le droit ni de travailler ni d'étudier.

Un matin de novembre 1996, Laïla s'est rendue à l'école de son quartier, là même où elle avait enseigné durant 16 ans. Le directeur, dès qu'il l'a aperçue, est devenu rouge de colère. « Il s'est mis à crier: Qu'est-ce que tu fais ici? » raconte la femme de 44 ans, rencontrée au centre Action réfugiés Montréal, au centre-ville. « Je lui ai dit: Je veux faire mon travail. Il m'a frappée. Je suis rentrée à la maison. Mon mari m'a dit: Pourquoi es-tu blessée? »

Furieux, le mari est allé voir le directeur. « Comment ose frapper ma femme? » Une dispute a éclaté. Le soir même, des talibans ont frappé à la porte de Laïla. Ils s'en sont pris à son mari. « Comment oses-tu critiquer les talibans? » lui ont-ils crié avant de l'emmener dehors, sommant Laïla et ses enfants de demeurer dans la maison. « Vous pouvez crier tant que vous voudrez, mais surtout ne sortez pas de la maison », lui a ordonné un homme.

Le lendemain matin, Laïla retrouvait le cadavre de son mari sur le seuil de la porte.

Laïla n'avait qu'un seul choix: fuir. Après trois ans d'exil au Pakistan, elle vit maintenant avec son fils dans un petit appartement de Saint-Laurent. Depuis un peu plus d'un an, elle s'éreinte de longues heures devant la machine à coudre d'une manufacture. Un travail infernal pour bien des gens. Pour Laïla, c'est la liberté.

Au fait, Laïla ne s'appelle pas Laïla. Elle préfère garder l'anonymat, par crainte de représailles. Quand on a fui le régime le plus cruel de la planète, on se méfie de tout et de tout le monde.

On parle beaucoup de l'Afghanistan ces jours-ci. En mars, la destruction des bouddhas géants de Bamiyan a suscité l'indignation. Une indignation qui a à son tour provoqué la colère de bien des gens qui se sont demandés s'il était normal de s'émouvoir autant pour des statues alors qu'on passe sous silence le martyre du peuple afghan, les famines, les tueries, les crimes commis contre les femmes...

Mardi, l'ordre donné à la minorité hindoue afghane de porter un signe les distinguant des musulmans — un ordre qui, pour plusieurs, rappelle la barbarie des Nazis qui faisaient porter aux Juifs l'étoile de David — a propulsé encore une fois à la une le sort des Afghans.

Au Québec, des échos de ce drame de l'autre bout du monde nous proviennent des réfugiés afghans vivant ici. La Presse est allée à la rencontre de membres de cette communauté. À lire aujourd'hui, dans le cahier Plus (page B3), et demain.



MARIE-CLAUDE LORTIE
LA NOUVELLE GAUCHE

SAM | 1 > Un bouillonnement

L'élection dans Mercier a tout déclenché

La gauche sociale-démocrate incarnée par le NPD venait à peine de mordre la poussière aux élections fédérales quand, au Québec, un phénomène complètement inverse a commencé à se produire.

Tatouée ou syndiquée, parfois partisane parfois anarchiste, souvent très jeune ou féministe, indépendantiste ou pas du tout, quelque part entre Mercier et le périmètre de sécurité du Sommet de Québec, une nouvelle gauche a commencé à se montrer le bout du nez.

C'est un mouvement de « contestation, un esprit de contestation » qui monte, dit le militant anarchiste Jaggi Singh. « On remet en question l'ordre établi et on ne se tait plus », ajoute Josée Larouche, militante au sein du Parti de la démocratie socialiste et porte-parole du Groupe opposé à la mondialisation des marchés, organisateur d'une des manifestations de désobéissance civile au Sommet des Amériques.

Tout a commencé dans le comté de Mercier où une élection partielle houleuse a mis à l'avant plan deux nouveaux phénomènes. D'abord, on y a vu apparaître une nouvelle coalition entre des partis de gauche traditionnellement marginaux (verts, progressistes, sociaux-démocrates et certains communistes) qui est allée chercher 24 % des appuis. Plus que le double de ce que la coalition elle-même espérait.

Voir MERCIER en A2

Autres textes, pages B1 et B2

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

| | | |
|---------------------------|---------------------|----------|
| Arts et spectacles | Loteries | A2, C10 |
| cahiers C et D | Monde | A17-A26 |
| - horaires-spectacles D17 | Mon toit | cahier J |
| - Télé-horaire D13 | Mots croisés | H11, H17 |
| Actualités | Mot mystère | H17 |
| Avis | Ni bête ni méchant! | H18 |
| Bridge | Petites annonces | E1 |
| Carrières | - immobilier | E1-E6 |
| - formation | - marchandises | E6 |
| Décès | - emplois | E6-E11 |
| Échecs | - automobile | E11, E12 |
| Économie | - affaires | F4 |
| Éditorial | Philatélie | H18 |
| États-vous | Plus | B1-B5 |
| - observateur? | Politique | A6-A8 |
| Forum | Restaurants | D14 |
| Horoscope | Vacances-voyage | cahier H |
| Jardiner | Vin | D15 |
| | Sports | cahier G |

MÉTÉO Voir C10
Averses
Maximum 22 > minimum 13



6 21924 45678 2

jaibesoindevacances.com • jaibesoindevacances.com • jaibesoindevacances.com • jaibesoindevacances.com • jaibesoindevacances.com

| | | | | | |
|--|---|---|--|--|---|
| VACANCES Achat-rachat 17 jours à partir de 699\$ | Vols à partir de Bruxelles 399 \$ Paris 599 \$ Londres 449 \$ Toulouse 689 \$ Lyon 689 \$ | Forfaits Paris avec Air France • 14 jours • Vol et hôtel • Petit déjeuner inclus à partir de 1399\$ | Forfaits tout inclus Varadero 798 \$ Punta Cana 998 \$ Puerto Vallarta 748 \$ Cancun 798 \$ Cayo Coco 858 \$ Cayo Largo 798 \$ Puerto Plata 798 \$ Holguin 748 \$ | SuperClubs à partir de 898 \$ | Tél. : (514) 858-0011 1 888 302-6221 |
|--|---|---|--|--|---|

DEMAIN DANS LA PRESSE

Pour accueillir un enfant différent

Au lieu de réparer les pots cassés par une annonce maladroite, des infirmières entreprennent d'intégrer l'empathie comme condition sine qua non à la relation avec les parents de nouveau-nés handicapés ou très malades. Comment leur annoncer la nouvelle? Comment les accompagner, les épauler et leur fournir les informations qui leur permettront de prendre les décisions qui leur conviennent le mieux? En les accueillant tels qu'ils sont, tout simplement... Un dossier de Lilianne Lacroix.



À lire demain dans le cahier SANTÉ.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6972

Quoi faire aujourd'hui
quoifaire@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911
abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12199-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

LOTÉRIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : **2-0-9** > À quatre chiffres : **8-3-3-2**

SUITES DE LA UNE

ALLIANCE

Suite de la page A1

Loin de s'être raccommodé, l'Alliance canadienne a consacré la guérilla contre Stockwell Day au sein même du conseil national, qui a voté environ moitié-moitié pour la suspension temporaire de Rick Anderson. M. Day lui-même a voté en faveur de la suspension de son détracteur.

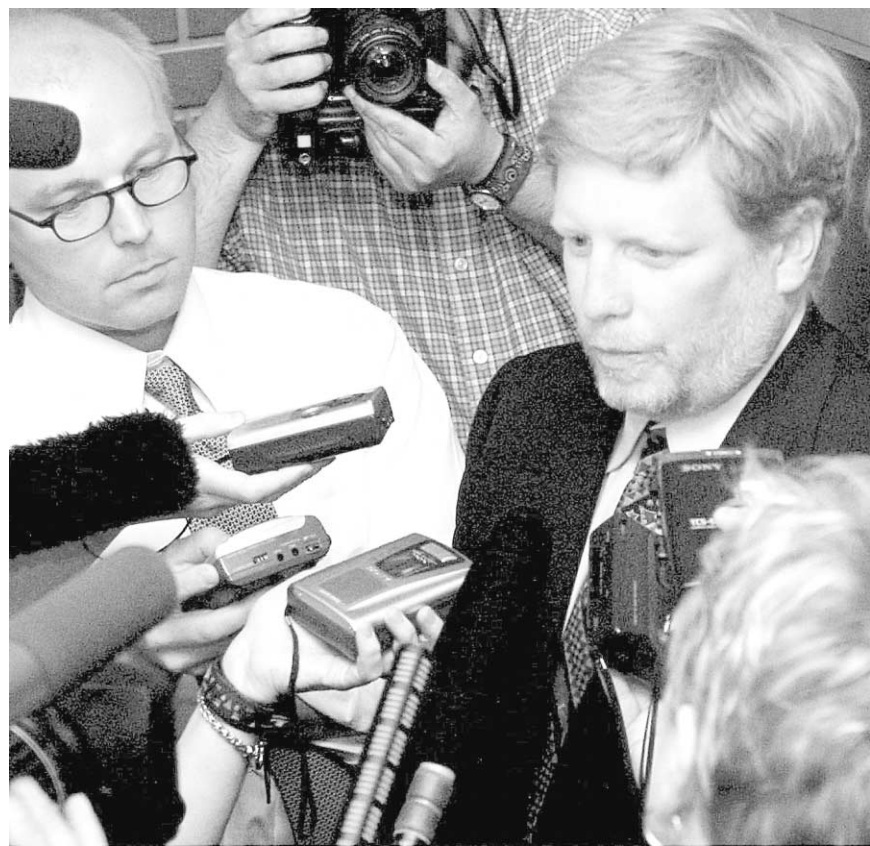
Celui-ci promet maintenant la guerre à M. Day, une guerre qu'il mènera comté par comté au cours des 11 prochains mois, soit jusqu'au vote de confiance prévu en avril prochain à Edmonton.

« Mes opinions sont connues et je les maintiens, a indiqué M. Anderson, visiblement secoué, après son expulsion. Nous allons traverser un processus de leadership extrêmement difficile et dans la division au cours des 11 prochains mois. »

Stratège respecté au sein de la droite canadienne, M. Anderson compte des alliés à l'intérieur du comité de direction, des gens qui ont exprimé leur écoeurément hier en promettant de poursuivre la lutte contre Stockwell Day. À en juger par la rancoeur et la hargne dans les propos des deux camps, les prochains mois s'annoncent sanglants au sein de l'Alliance canadienne.

« Je pense que, sans aucun doute, Stockwell Day représente la pire abomination possible en politique aujourd'hui et ceux qui le supportent représentent les forces du mal (forces of darkness) », a lancé Cliff Fryers, membre du conseil national et ancien chef de cabinet de Preston Manning.

Le député Bob Mills, qui hésite depuis quelques jours à aller rejoindre ses huit collègues qui ont déserté le caucus, a aussi critiqué sans détour son chef, affirmant qu'il aurait dû engager Rick Anderson comme chef de cabinet plu-



Rick Anderson, un des critiques les plus virulents du chef Stockwell Day, s'adresse à la presse, après avoir été chassé du conseil national de l'Alliance.

tôt que de le virer du conseil national. Selon M. Mills, la suspension de Rick Anderson s'apparente au phénomène de l'« exode des cerveaux » au sein de l'Alliance canadienne.

Même l'épouse du coprésident du conseil national, Nancy Branscombe, elle aussi membre du comité de direction, est sortie en furie de la réunion, accusant ses collègues de museler les critiques.

« Si M. Anderson signe un papier s'engageant à faire tout ce qu'ils veulent, alors, il pourra reve-

nir », a-t-elle maugréé.

Ce coup de force du camp Day risque d'accentuer davantage les tensions à l'intérieur du parti, déjà déchiré par une lutte fratricide. L'entrée en scène cette semaine d'un groupe appelé « Grassroots for Day » (la base pour Day) n'a fait qu'envenimer les choses. Les opposants de Stockwell Day accusent le groupe d'intimider les membres du parti en leur téléphoquant, en commandant des sondages et en prenant d'assaut les réunions de comités.

Évitant systématiquement toutes les questions douloureuses reliées aux problèmes d'unité de son parti et à son propre leadership, M. Day a tenté de minimiser les dégâts. Qualifiant lui-même la journée de difficile, il a voulu jouer les rassembleurs.

« Je ne me battra pas contre eux, a-t-il dit à propos de ses opposants. Je vais continuer à promouvoir la cause de l'Alliance canadienne et de les encourager à réorienter leurs énergies. Je leur tends la main encore une fois. »

Tout en disant souhaiter le retour au sein du conseil national de Rick Anderson, « un stratège doué », admet-il, M. Day dénonce au passage ses critiques « persistantes » et « non-productives ».

Le chef allianciste en a profité pour relancer un appel aux huit députés dissidents qui ont quitté son caucus il y a deux semaines, réclamant sa démission.

Malgré une journée éreintante et la promesse d'une longue guérilla de la part des opposants, Stockwell Day a même versé dans un optimisme qui tranchait radicalement sur l'ambiance lourde qui régnait autour de lui.

« C'est la première fois que notre parti traverse une crise comme celle-là, a-t-il indiqué. Je pense que nous deviendrons plus forts et plus transparents. »

Dans ce festival de la division et des déchirements, Stockwell Day aura au moins reçu une bonne nouvelle, hier à Calgary. La doyenne des députés de l'Alliance, Deborah Grey, a en effet annoncé qu'elle restait — pour le moment — au sein du caucus allianciste.

Les électeurs de Mme Grey, dans son comté d'Edmonton-North, ont décidé jeudi soir d'accorder un suris à Stockwell Day, une décision à laquelle semble se rallier le député.

MERCIER

Suite de la page A1

Ensuite, l'élection a fait apparaître des déchirures profondes au sein du Parti québécois entre, notamment, les partisans de la souveraineté libérale et ceux de la souveraineté social-démocrate.

Puis, il y a eu différents sondages destinés à mesurer les désirs de baisses d'impôt des Québécois qui sont venus répéter les uns après les autres que les réinvestissements dans les services sociaux et l'éducation demeuraient prioritaires au yeux des gens, donc plus importants que les diminutions du fardeau fiscal et le remboursement de la dette. Et il y a eu aussi ce fameux sondage SOM, publié dans *La Presse*, où on apprenait que presque la moitié des Québécois, hommes et femmes confondus, étaient prêts à voter pour une « alternative féministe et de gauche », l'idée lancée par la féministe Françoise David.

L'émergence d'une nouvelle mouvance ou énergie de gauche au sein de la population a ensuite été confirmée sans la moindre équivoque à Québec, durant le Sommet des Amériques, fin avril, quand 40 000 personnes (certains disent même plus) sont descendues dans la rue pour dire non à la Zone de libre-échange des Amériques, telle qu'on se prépare à la négocier.

Jeunes anarchistes, petits commerçants, grands-mères, travailleurs syndiqués, mères de famille, artistes, assistés sociaux, étudiants, fonctionnaires, propriétaires et locataires, professionnels, Québécois immigrants ou de vieille souche ont joint les rangs des protestataires classiques pour s'élever contre un projet qui attise leurs pires craintes. Il y a longtemps qu'on avait vu une coalition aussi large et aussi diversifiée descendre dans la rue au sujet d'autre chose que la protection de la loi 101 et pour s'exprimer sur un projet économique.

Pour tracer un portrait de cette nouvelle mouvance de gauche observable actuellement au Québec, *La Presse* a interviewé des syndicalistes, des membres des partis de gauche, des jeunes anarchistes, des féministes, etc. Un constat en ressort clairement: cette nouvelle gauche n'est pas homogène et n'est pas intégrée, et n'a surtout pas l'intention de le devenir. Mais elle est prête à se mobiliser collectivement ou côte à côte, pour des projets communs comme ce fut le cas pour le Sommet. Et une bonne partie de ces forces de gauche est même prête à se mobiliser collectivement pour les prochaines élections provinciales, si le premier ministre Bernard Landry lui laisse un peu de temps.

En outre, ses éléments plus radicaux sont

plus que jamais décidés à agir directement (donc à l'extérieur des structures politiques), que ce soit par des manifestations ou d'autres types d'actions de désobéissance civile, pour faire entendre la colère d'une génération de jeunes plus révoltée et plus conscientisée que celle qui la précédait.

Ce sont eux qui sont au coeur du « mouvement citoyen » de la nouvelle gauche, un mouvement résolument branché vers le monde entier qui a choisi la mondialisation capitaliste comme ennemi principal, l'indépendance du Québec étant un sujet plus que secondaire à ses yeux.

Avec son rayonnement auprès des classes moyennes séduites par ce discours plus moderne et moins corporatiste que celui des institutions de gauche traditionnelles, ce mouvement citoyen déplace beaucoup d'air. Gauche plurielle, « nouvelle nouvelle gauche » pour reprendre l'expression de Jaggi Singh qui rappelle que la nouvelle gauche a déjà existé au début des années 1970, gauche complexe. Après avoir parlé d'indépendance pendant des lustres, le Québec se préparerait-il à s'asseoir pour discuter de choses comme la démocratie participative, le développement durable ou l'équité sociale?



Philippe Cantin nommé directeur de l'information

Guy Crevier, président et éditeur de *La Presse*, annonce la nomination de Philippe Cantin au poste de directeur de l'information de *La Presse*. Il succède à Yves Bellefleur, nommé rédacteur en chef du quotidien québécois *Le Soleil*.

Âgé de 41 ans, Philippe Cantin était jusqu'à présent adjoint au directeur de l'information. À ce titre, il a notamment été responsable de la division des informations générales. « Philippe Cantin possède une grande expertise du journalisme écrit et un sens aigu de la nouvelle. C'est un gestionnaire qui est reconnu pour son dynamisme et sa rigueur, qui s'inscrivent parfaitement dans notre volonté de maintenir les plus hauts standards de qualité dans le domaine de l'information », a déclaré Guy Crevier.

Philippe Cantin relèvera directement de Marcel Desjardins, éditeur adjoint et vice-président à l'information. « *La Presse* a connu une forte évolution au cours de la dernière année et Philippe Cantin a grandement contribué à cet essor. C'est d'ailleurs sous sa direction et grâce à la qualité de l'équipe en place que les nouveaux cahiers *Actuel* et *Montréal Plus* ont rapidement connu un grand succès auprès de nos lecteurs », a précisé pour sa part Marcel Desjardins.

Philippe Cantin possède plus de 15 ans d'expérience en journalisme. À l'emploi de *La Presse* depuis 1988, il a occupé divers postes dont ceux de « columnist » et de chroniqueur parlementaire à Québec. Philippe Cantin a également été journaliste au *Soleil* de Québec, collaborateur à la radio de Radio-Canada, en plus d'occuper le poste de directeur des sports à TVA. Boursier de la prestigieuse Fondation Asie-Pacifique du Canada en 1994, il détient un baccalauréat en droit de l'Université Laval.

« Je suis vraiment emballé par cette nouvelle responsabilité. Je me considère privilégié d'assumer une telle fonction, mais également confiant de relever ce défi formidable en compagnie des journalistes de notre salle de rédaction. C'est avec eux que je compte poursuivre nos efforts en vue d'offrir aux lecteurs, et ce à tous les jours, un quotidien de qualité qui se distingue à la fois par sa crédibilité et sa substance et qui reflète le dynamisme, la modernité et la diversité de notre société », a dit Philippe Cantin.



MIKASA Achetez 7 et recevez 1 gratuit

Valable sur les ensembles 5 pièces de porcelaine fine et de vaisselle du four à la table Mikasa, sur tous les verres à pied Mikasa, ainsi que sur les ensembles de couverts 5 pièces Mikasa.

Venez tôt pour avoir plus de choix!
Offre en vigueur jusqu'au 30 juin 2001 inclusivement.



LINEN CHEST
DÉCOR DÉPÔT

« Le supercentre de la mode maison »

CENTRE ROCKLAND : (514) 341-7810
LA CATHÉDRALE • centre-ville : (514) 282-9525
PLACE PORTOBELLO, BROSSARD : (450) 671-2202
LES GALERIES LAVAL : (450) 681-9090

OKA Gestion informatique
OKA Itée
 Téléphone : (514) 282-9334
 Télécopieur : (514) 282-8060
 Courriel : oka@oka-info.com
www.oka-info.com
 2928042
 Conseillers en informatique

ACTUALITÉS

CONSTRUCTION

La grève générale est décrétée

KARINE TREMBLAY

Même s'il garde bon espoir que le conflit se règle dès lundi, le Conseil conjoint de la construction (CCC-FTQ) a décrété hier matin la grève générale sur tous ses chantiers, petits et grands, à la grandeur de la province.

Au total, c'est plus de 25 000 salariés et 200 chantiers de travaux routiers et de génie civil qui sont touchés. Les activités de ceux-ci pourraient cependant reprendre dès mardi matin, si le règlement espéré survient lors de la rencontre prévue en début de semaine entre la FTQ et l'Association des constructeurs de routes et grands travaux routiers (ACRGR).

Une hypothèse de règlement amenée à la table des négociations des deux parties est présentement sous la loupe.

« Nous consultons en fin de semaine les comités directeurs de tous nos syndicats affiliés sur la proposition mise de l'avant, mais ça augure bien », estime le directeur des communications de la FTQ, Louis Fournier.

L'entente à l'étude concerne les derniers points en litige, soit la rémunération des heures supplémentaires et la réduction du nombre d'heures de travail, que le syndicat souhaite voir passer de 50 à 45.

« Nos discussions tournent autour de cette question et nous regardons la possibilité de réduire le nombre d'heures graduellement, afin que les coûts soient moindres pour les employeurs », précise M. Fournier.

Sitôt réglé, cependant, le conflit pourrait peut-être en engendrer un autre.

C'est que la CSN, qui représente 11 % des travailleurs de la construction, suit le déroulement des négociations de près en laissant planer la menace d'une injonction si, dans le règlement qui survient, est toujours inscrite la clause discriminatoire voulant que la centrale syndicale ayant obtenu la majorité des votes d'adhésion soit la seule à pouvoir négocier pour tous les chantiers.

« Nous avons discuté aujourd'hui avec le médiateur, Julien Peron, et il n'a jamais voulu nous dire si oui ou non cette clause était toujours présente dans les négociations. Pour nous, c'est clair, elle est complètement contraire à la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, qui régit notre secteur d'activité. Si elle passe, nous allons entreprendre des recours juridiques. Les ministres du Travail et de la Justice en sont avisés. Ce n'est pas vrai qu'on va se laisser tasser », fait savoir le président de la CSN-Construction, Ted McLaren.

Ce dernier précise que la CSN représente plus de 13000 travailleurs et qu'elle est présente depuis plus de 75 ans dans le domaine de la construction.

« On veut maintenir la pluralité syndicale. C'est une chose de négocier une convention collective, c'en est une autre de négocier les conditions sur un chantier. Si la clause de monopole amenée par la FTQ est conservée, ça voudra dire que même sur les chantiers où nous serons majoritaires, il nous faudra faire négocier nos conditions par la FTQ. C'est complètement insensé », indique M. McLaren.

Le directeur du CCC-FTQ, Jocelyn Dupuis, réfute ces arguments, alléguant que tout est question d'interprétation.

« Il ne s'agit pas d'une disposition discriminatoire mais bien d'une clause qui existe déjà dans la convention et que nous souhaitons renouveler », mentionne-t-il.

Actuellement, la FTQ représente 72 % des 100 000 salariés de tous les secteurs de la construction. En vertu de la loi, c'est elle qui a mandat de négocier le renouvellement de la convention collective pour tous les secteurs de la construction. La CSN-Construction représente de son côté 11 % des salariés, la CSD, 13 %, et le Syndicat de la construction du Québec, moins de 4 %.

Rappelons par ailleurs que les premiers mouvements de grève sur les chantiers de construction ont été lancés mardi dernier, sur le coup de minuit, à la suite de l'échec des négociations.

LE TIRAGE DES QUOTIDIENS FRANCOPHONES

(nombre d'exemplaires total, janvier à mars 2001)

| | lundi - vendredi | variation* | samedi | variation* | dimanche | variation* |
|---------------------|------------------|------------|---------|------------|----------|------------|
| LA PRESSE | 195 100 | + 4,1 % | 291 400 | + 0,1 % | 201 500 | + 3,3 % |
| JOURNAL DE MONTRÉAL | 267 500 | - 0,9 % | 321 900 | - 4,4 % | 268 000 | - 3,2 % |
| LE DEVOIR | 26 800 | + 0,8 % | 40 800 | - 4,0 % | n.a | n.a |

* la variation est calculée en tenant compte du tirage à la même période en 2000.



Hausse de 4,1% du tirage moyen de La Presse en semaine

JACQUES BENOIT

LE TIRAGE MOYEN de *La Presse* en semaine a progressé de façon sensible au premier trimestre 2001, soit de 4,1 % par rapport au même trimestre il y a un an, montrent les plus récentes données de l'Audit Bureau of Circulations (ABC).

Le tirage moyen a en effet augmenté de 7700 exemplaires pour atteindre 195 100 du lundi au vendredi, en janvier, février et mars, comparativement à 187 400 au même trimestre l'année dernière.

Cette performance surpasse celle des deux autres quotidiens montréalais de langue française.

« J'en suis très fier. Et on réussit ça au moment où les autres journaux augmentent très légèrement leur tirage ou en perdent », disait hier à ce propos son président et éditeur Guy Crevier.

En semaine, le tirage moyen du *Journal de Montréal* a ainsi diminué de 0,9 % à 267 500 exemplaires, soit une baisse de 2400, alors que celui du *Devoir* a augmenté très légèrement (+0,8 %, soit de 200 exemplaires), ce qui a porté son tirage moyen à 26 800.

Pour ce qui est des éditions du samedi, très importantes pour les journaux, *La Presse* est le seul quotidien à avoir enregistré une progression (modeste, faut-il dire) de son tirage, plutôt que de voir celui-ci reculer comme c'est le cas pour les deux autres quotidiens.

En hausse de 300 exemplaires (+0,1 %), toujours par rapport au même trimestre l'année dernière, le tirage de ses éditions du samedi se situe désormais à 291 400.

Inversement, le tirage du *Journal de Montréal* a reculé de 4,4 %, soit une perte de 14 800 exemplaires, ce qui l'a ramené à 321 900. Celui du *Devoir* a fléchi de 4 %, son tirage moyen s'établissant ainsi à 40 800 exemplaires.

Enfin, *La Presse* a également consolidé le tirage de ses éditions du dimanche, en hausse de 3,3 %, ou de 6400 exemplaires, à 201 500.

C'est le contraire pour le *Journal de Montréal*, avec une baisse de 3,2 %, représentant un recul de 8900 exemplaires, et dont le tirage moyen a reculé à 268 000 le dimanche.

Quant au *Devoir*, il n'a pas d'édition dominicale, alors que le quotidien montréalais de langue anglaise *The Gazette* n'a pas encore transmis

à l'ABC ses plus récentes données sur son tirage.

Cette amélioration de la performance globale du quotidien de la rue Saint-Jacques est le résultat, selon Guy Crevier, des nombreux changements apportés depuis septembre dernier. « On fait un meilleur produit, dit-il, on a amélioré la qualité du contenu, de l'aspect graphique et de l'impression. Et on distribue mieux le journal. »

L'élément-clé, à ses yeux, est toutefois l'enrichissement du contenu. « Le plus significatif est le degré d'appréciation des lecteurs en ce qui regarde le contenu. Nos sondages nous montrent que le taux de satisfaction est très élevé. Et il y a un rajeunissement de notre clientèle. Le cahier *Actuel*, par exemple, a beaucoup de notoriété chez les jeunes. »

L'objectif, plus proche que jamais, selon lui, est de porter le tirage moyen à 200 000 exemplaires en semaine et à 300 000 dans le cas du volumineux numéro du samedi.

Société qui a son siège social à Schaumburg (près de Chicago, dans l'Illinois), l'ABC garantit l'exactitude des données sur le tirage de multiples publications, données dont dépendent leurs tarifs publicitaires.

PETITES CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES

Plusieurs lieux proposés sont prisés par les amateurs de plein air

BRUNO BISSON

FAUT-IL APLANIR les flots tumultueux de la rivière Rouge, une des meilleures et des plus accessibles rivières à canot et rafting du Québec pour produire des mégawatts et du développement économique régional ?

Si oui, dit Jacques Ruelland, du mouvement Au Courant, « on vit dans une république de bananes. Les rapides des Sept Soeurs de la rivière Rouge, c'est le royaume... le cœur du rafting au Québec, ça n'a pas de sens de jeter un barrage là-dessus ! »

Partisan depuis longtemps d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie et des ressources naturelles, M. Ruelland n'en revenait pas encore, hier, de voir que les rapides de la rivière Rouge se soient retrouvés sur la liste des 36 « sites hydrauliques » offerts par le ministère des Ressources naturelles au développement d'une petite centrale électrique par des producteurs privés.

Ne serait-ce qu'une liste préliminaire, disait-il, il faudrait complètement être sourd et aveugle pour croire qu'un projet comme celui-ci puisse être jugé acceptable par la communauté.

« Mais où est-elle la communauté dans ce processus ? demande-t-il. Hydro-Québec et le ministère des Ressources naturelles (MRN) ont promis de consulter le milieu relativement à ces projets de petites centrales électriques privées. Mais c'est qui, le milieu ? »

Au cours de l'été, ces questions, et bien d'autres, risquent de se poser à des dizaines de milliers de riverains et d'amateurs de plein air, ainsi qu'aux simples citoyens, amoureux de « leur » rivière.

Pas moins de 25 des 36 emplacements qui pourraient recevoir un nouveau barrage d'ici 2005, sont situés sur la Côte-Nord (15), et dans le Saguenay et le Lac-Saint-Jean (11 projets, dont sept sont situés sur les rivières Mistassini et Mistassibi pour un total de 107 mégawatts). Les réactions à ces projets hydroélectriques sont variables, dans ces régions, où des MRC et des bandes autochtones sont déjà associées à Hydro-Québec par le truchement de sociétés en commandite.

Ailleurs, presque tous les autres emplacements désignés par le MRN risquent d'allumer des conflits. Que ce soit sur la chute Sainte-Anne (le Grand Canyon) sur la rivière du même nom ou les rapides Spicer, sur la Saint-François, près de Drummondville ; sur la rivière Rouge, dans les Laurentides, ou dans les Chutes du Neuf, sur la



Photothèque La Presse ©

Hydro-Québec pourrait aménager, par le truchement d'une société en commandite, une petite centrale hydroélectrique sur la rivière Rouge (notre photo). Cette dernière compte parmi les 24 rivières visées par le nouveau plan de développement de petites centrales rendu public par le ministère des Ressources naturelles du Québec.

Batiscan, ou celles de Sainte-Ursule, en Mauricie.

Sans oublier les emplacements de l'île du Corbeau ou des Rapides des Cèdres sur la rivière Gatineau, où se déroule chaque année un festival d'eaux vives qui a attiré, l'an dernier, 800 amateurs de canot, de kayak ou de rafting ?

« Si les deux projets se font, dit Alain Bonin, président de l'événement, il n'y a plus de festival, un point c'est tout ».

Contrairement à Jacques Ruelland, M. Bonin n'a pas été surpris de retrouver ces endroits dans la liste du MRN. Il a vu les projets, sur papier, des contacts ont été établis avec la MRC et les municipalités concernées. M. Bonin a toutes les raisons de croire que « le milieu » appuie le Festival. Ce qu'il comprend mal, par contre, c'est qu'on pense encore à réaliser de tels projets.

« Hydro-Québec nous dit depuis toujours que ces aménagements ne seraient pas rentables, dit-il. C'est aberrant ! S'ils ne sont pas rentables pour Hydro-Québec, ils le seraient pour qui ? »

Pour Jacques Ruelland, il ne fait pas de doute que les projets qui seront réalisés dans le cadre de ce programme sont destinés à nourrir le marché d'exportation d'électricité d'Hydro vers les États-Unis. Si-

non, demande-t-il, à quoi pourraient servir ces centaines de MW supplémentaires ?

Hydro-Québec, rappelle-t-il, est en attente de décisions quant aux projets de dérivations partielles des rivières Sault-au-Cochon et Portneuf, pour alimenter le réservoir du complexe Bersimis qui produit déjà 1600 mégawatts. Une autre dérivation, sur la rivière Manouane, pourrait aussi éventuellement amener plus d'eau aux gros moulins d'Hydro-Québec.

De plus, Hydro est en audiences pour une nouvelle centrale sur la rivière Toulouste, qui ajouterait 517 mégawatts à son parc de production, qui dépasse les 31 000 MW. Et pas plus tard qu'hier, le ministre des Ressources naturelles, Jacques Brassard, a autorisé la société à réaliser des études pour un autre projet de 220 MW, qui serait construit près de Havre-Saint-Pierre.

Dans le Témiscamingue, Hydro-Québec souhaite aussi aménager la rivière Kipawa, un autre joyau du canot, pour produire 160 autres MW dans le cadre du projet Tabare, qui n'a pas encore été soumis à l'attention du public, sauf sur le plan local.

C'est pour cela que la Kipawa n'apparaît pas dans la liste des 36 sites identifiés par le ministère des

Ressources naturelles et la société d'État. Mais elle y apparaîtra très vite si la société d'État décide de ne pas réaliser Tabaret. Innergex, deuxième plus gros producteur privé d'électricité de la province, prévoit aussi un projet de 40 MG sur cette rivière du Témiscamingue dans l'éventualité où Hydro s'en retirerait.

« Pas plus tard que la semaine dernière, dit Jacques Ruelland, des représentants d'Hydro-Québec ont répété une fois de plus au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement qu'un projet de centrale avec un coût de revient de plus de 3 cents du kilowattheure n'est pas acceptable. Or, aucun des projets identifiés par le MRN ne peut se réaliser à moins de 3 cents. Cela fait que non seulement, on est en train de se faire imposer des centrales qui vont produire du courant dont on n'a pas besoin, mais en plus on a toutes les chances de se retrouver avec des projets « botchés », parce que les producteurs n'auront pas le choix de réduire leurs coûts au maximum. »

cyberpresse.ca Retrouvez le tableau des barrages projetés, avec les rivières touchées et leur potentiel hydro-électrique, à www.cyberpresse.ca/36barrages

Les orphelins de Duplessis sont plus nombreux à vivre dans l'isolement que les Québécois de même condition

ANDRÉ NOËL

Des dizaines d'années après leur enfance, les orphelins de Duplessis continuent de souffrir de détresse psychologique – et d'autres maladies associées à cette détresse – de façon beaucoup plus importante que les Québécois du même âge et du même milieu social, indique une étude menée par des chercheurs de l'Hôpital général juif de Montréal.

« Les anciens orphelins se classent plus bas dans l'échelle du bien-être et plus haut dans l'échelle de la détresse. Ils sont plus nombreux à vivre dans l'isolement », affirme un des auteurs de la recherche, John Sigal, psychologue attaché à l'hôpital et professeur au département de psychiatrie de l'Université McGill.

Les conclusions de l'étude ont été présentées à l'assemblée annuelle de l'Association des psychiatres américains le 7 mai à la Nouvelle-Orléans et devraient être publiées bientôt dans une revue scientifique. Les chercheurs ont sélectionné un groupe de 40 hommes et de 41 femmes qui ont été élevés dans des orphelinats, puis dans des asiles psychiatriques, durant les années 40 et 50.

Ils leur ont posé les questions d'un sondage fait par le ministère de la Santé auprès de la population québécoise. Puis ils ont comparé les réponses avec celles de 120 hommes et 123 femmes ayant participé à ce sondage et partageant les mêmes caractéristiques : âge (57 ans pour les hommes, 61 ans pour les femmes), revenus annuels (17 000 \$ pour les hommes, 11 000 \$ pour les femmes) et ap-

partenance ethnique (Québécois francophones).

En plus de révéler un fort niveau de détresse, les résultats mettent en lumière l'isolement des anciens orphelins. Trois fois plus d'entre eux n'ont jamais été mariés (45 % contre 15 % pour le groupe témoin), n'ont jamais cohabité avec un conjoint et vivaient seuls. Les orphelins ont majoritairement indiqué (à 60 %) qu'ils ne recevaient l'affection de personne, ou d'une seule personne, une proportion qui est de 30 % chez les Québécois de cet âge et de ce milieu socio-économique.

Ils ont moins de contacts sociaux : 45 % n'ont aucun contact, ou un seul contact par mois, contre 25 % dans la population générale ; 36 % passent plus de la moitié du temps seuls, contre 12 % dans le groupe témoin. En moyenne, ils ont seulement quatre ans de scolarité, contre neuf ans dans le groupe de comparaison.

La moitié d'entre eux expriment un sentiment dépressif, ce qui est le cas de 2 % seulement des Québécois avec qui les chercheurs les ont comparés. Ils souffrent plus de maladies souvent diagnostiquées chez les personnes en détresse : emphysème, bronchite, asthme (23 % contre 6 %), fièvre des foies (15 % contre 2 %), problèmes d'articulation (25 % contre 3 %), migraines et maux de tête fréquents (22 % contre 5 %) et sérieux maux de dos (38 % contre 12 %). « Ces maladies chroniques ne sont pas forcément associées à la détresse, mais les études montrent qu'elles le sont souvent », a expliqué M. Sigal, au cours d'un entretien cette semaine.

En revanche, les orphelins n'ont pas rapporté un taux plus élevé d'autres maladies, comme l'anémie, le cancer, le diabète ou les maladies cardiaques. Ils sont moins nombreux à fumer, à boire de l'alcool ou à utiliser des drogues. « On

pourrait nous objecter que les orphelins ont donné des réponses biaisées, lorsqu'ils affirment souffrir de dépression par exemple, afin d'appuyer leurs demandes de compensation, souligne M. Sigal. Cet argument est difficile à soutenir lorsqu'on constate qu'ils ne déclarent pas plus d'autres maladies, comme celles du cœur. »

Le psychologue soutient que cette étude est une des rares, dans la communauté scientifique internationale, à prouver que les effets d'une carence affective éprouvée pendant l'enfance perdurent jusqu'à l'âge d'or. M. Sigal a déjà mené d'autres recherches montrant que les enfants qui ont été privés de contacts personnels souffrent d'isolement social lorsqu'ils atteignent l'âge adulte.

« Si, dès l'enfance, on n'a pas internalisé, dans le cœur et la tête, la relation bienveillante avec un autre être humain, on n'a pas l'habitude d'entrer facilement en contact avec les autres, explique-t-il. Chez les petits enfants, le besoin de base essentiel est celui de s'attacher à une autre personne. Si personne n'a répondu à ce besoin d'attachement, l'enfant reste déformé du point de vue psychologique. »

« D'autres études ont montré que les personnes élevées dans des orphelinats ont des taux de divorce plus élevés que la moyenne. Les anciens orphelins éprouvent une certaine difficulté d'attachement dans leurs relations interpersonnelles. Les séquelles peuvent être pires pour les orphelins de Duplessis, qui ont souvent été maltraités. »

L'année dernière, M. Sigal a signé une lettre, avec plusieurs personnalités, appuyant les demandes de réparation faites par les quelque 2000 orphelins de Duplessis auprès du gouvernement, de l'Église (les orphelinats étaient dirigés par des communautés religieuses) et du corps médical (des médecins ayant fait de faux diagnostics de maladie mentale).

Multimédia: pas question de fermer le robinet, assure Landry

DENIS LESSARD

QUÉBEC – Le gouvernement du Québec réévalue l'ensemble de ses programmes destinés aux technologies de l'information, a indiqué hier le premier ministre Bernard Landry. Mais il n'est pas question de fermer le robinet pour les entreprises qui participent déjà aux programmes d'aide à la Cité du multimédia, a-t-il précisé.

« On a un engagement, ceux qui sont commencés sont là pour 10 ans », a dit hier M. Landry. Le gouvernement est « très content, à première vue, de ces programmes, mais la prudence est toujours de tout réexaminer tout le temps, voir si on ne peut pas raffiner, les rendre plus performants », de préciser le premier ministre.

La Presse révélait hier que le gouvernement du Québec remettait en question l'ensemble de ses interventions dans le domaine des technologies de l'information, et qu'une analyse en cours au ministère des Finances devrait être terminée avant la fin juin.

Cette révision toutefois, a nuancé hier M. Landry, ne touchera pas les entreprises auxquelles Québec a déjà promis son assistance pour 10 ans. Dans la Cité du multimédia, Québec subventionne jusqu'à 40 % du salaire, jusqu'à concurrence de 15 000 \$.

« Arrêter, ce n'est pas envisageable quand on s'est engagé pour 10 ans, les entrepreneurs peuvent compter là-dessus », de dire M. Landry.

Pour lui il est toujours de mise de subventionner la création d'emplois en technologie de pointe, « et mon inspiration ne vient pas de l'ex-URSS, mais bien des États-Unis », lance-t-il. Plusieurs États américains et Washington sont très interventionnistes dans ce domaine, les premiers pas d'Internet ont été payés par les contribuables américains, par le biais des budgets du Pentagone. « On n'a pas les mêmes moyens, mais on va dans la même direction », a indiqué M. Landry.

Pauline Marois, ministre des Finances, a souligné que Québec « ne songeait pas à mettre fin à ces programmes », mais elle a précisé avoir « demandé qu'on évalue la façon dont on allait être capable



PHOTO REUTERS
Les programmes d'aide au multimédia seront maintenus, soutient Pauline Marois.

d'accompagner les demandes qui nous sont faites, on en a encore beaucoup dans les carnets. On se penche sur la continuité d'un programme comme les carrefours de la nouvelle économie », a-t-elle dit. Le ministère des Finances évalue actuellement les coûts de toutes ces initiatives pour le gouvernement, mais il s'agit de dépenses fiscales, non des subventions, a-t-elle expliqué.

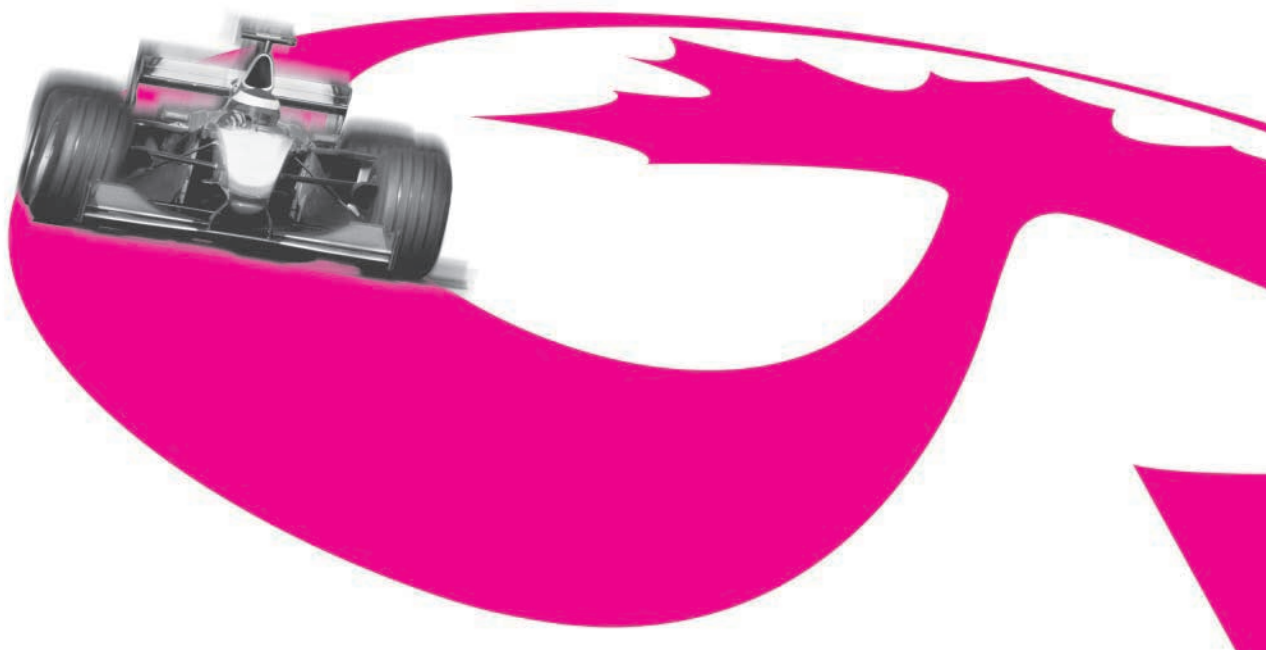
D'ici trois ans, l'ensemble des initiatives de Québec dans ce secteur créeront 20 150 emplois, dans 323 entreprises. « On veut accompagner le tout, améliorer les normes, mais notre objectif n'est pas de restreindre le programme », a soutenu Mme Marois.

Une partie des emplois annoncés sont en fait des consolidations de postes existants, convient-elle. Depuis quelques jours, la députée libérale Monique Jérôme Forget souligne que les emplois annoncés par CGI dans la Cité du commerce électronique étaient en fait des transferts d'emplois existants.

« Pour l'essentiel on parle de nouveaux emplois », a dit Mme Marois, le secteur des multimédias est si compétitif toutefois que le gouvernement doit défendre à peine parfois des emplois existants.

Soyez de la course !

Vous pourriez être le grand gagnant du Grand Prix Air Canada Montréal, du 8 au 10 juin



Avec le concours Pole Position Air Canada, courez la chance d'assister au Grand Prix Air Canada en compagnie d'une personne de votre choix. Pour participer, regardez le Grand Prix de Monaco en fin de semaine et notez le mot mystère qui apparaîtra à l'écran, puis remplissez le bon de participation ci-dessous. Et ce n'est pas tout ; parmi tous les bons de participation reçus, un gagnant sera sélectionné pour le grand prix : un voyage au Grand Prix d'Italie. Regardez le Grand Prix Air Canada en direct pour le dévoilement du nom du gagnant.



Concours Pole Position Air Canada

Pour participer, remplissez ce bon de participation et postez-le à l'adresse suivante : Concours Pole Position Air Canada, La Presse, casier postal 11054, succ. Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 4Z1 ou visitez cyberpresse.ca

NOM : _____
 ADRESSE : _____
 VILLE : _____ PROVINCE : _____
 CODE POSTAL : _____ TÉLÉPHONE : (____) _____
 MOT MYSTÈRE : _____

La Presse

cyberpresse.ca

Le mot mystère apparaîtra à l'écran durant le Grand Prix de Monaco (les 26 et 27 mai 2001). Le concours s'adresse seulement aux résidents canadiens ayant atteint l'âge de la majorité. Le bon de participation doit être reçu avant minuit, le 31 mai 2001. Aucun achat requis. Certaines conditions s'appliquent. Le règlement du concours est disponible chez Marketel, 1250, boul. René-Lévesque Ouest, 15^e étage, Montréal (Québec) H3B 5G5. Le prix comprend les billets pour le Grand Prix Air Canada et trois nuits d'hébergement pour deux. Valeur totale approximative du prix : 4 300 \$. Le grand prix comprend les billets d'avion, les billets pour le Grand Prix d'Italie et six nuits d'hébergement pour deux. Valeur totale approximative du grand prix : 9 500 \$.

Cours intensif d'anglais

ÉTÉ 2001

Cet été, pensez à votre avenir en apprenant à maîtriser une indispensable langue seconde, l'anglais. Nos cours préparent les étudiants à s'inscrire dans une université de langue anglaise. Ils s'adressent également aux professionnels et aux gens d'affaires qui souhaitent acquérir des compétences avancées dans cette langue.

5 semaines : du 18 juin au 20 juillet.....950 \$
 du 23 juillet au 24 août 950 \$
10 semaines : du 18 juin au 24 août 1 900 \$
 Dépôt sur frais de scolarité (non remboursable)..... 300 \$

Inscription en personne, règlement des frais et test de classement avant le 1^{er} juin, du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 30.
 Test de classement obligatoire.

EPT 1 Préparation aux tests de compétence linguistique (questions à choix multiples) (**TOEFL, TOEIC**)
8 semaines : le lundi et le mercredi 15 h 30 - 18 h
 du 27 juin au 22 août..... 250 \$

EPT 2 Préparation aux tests de compétence linguistique (composition) (**CELD**)
8 semaines : le mardi et le jeudi 15 h 30 - 18 h
 du 26 juin au 16 août..... 235 \$

Frais d'inscription (non remboursables)..... 15 \$
Inscription du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 30.

Places limitées.

Règlement par chèque visé ou mandat à l'ordre de l'Université Concordia ou par Visa, MasterCard ou carte de débit. L'argent comptant et les chèques personnels ne sont pas acceptés.

Renseignements :

1600, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 117
 Montréal (Québec) H3H 2S7
 Métro Guy-Concordia (sortie Guy)
 Téléphone : (514) 848-3600
 Télécopieur : (514) 848-2806
 Site Web : www.concordia.ca/conted
 Courriel : celi@alcor.concordia.ca



Centre de l'éducation permanente

On vous prépare pour le monde
www.concordia.ca

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

Hey you...

VOUS ÉTIEZ en train de désherber vos fleurs ? Des lys, m'avez-vous dit. Et il y a ce jeune homme qui a traversé la rue et qui vous a dit, en anglais : « Hey you, vous n'avez pas d'autre chose à faire que de jouer dans vos fleurs ? »

C'est ce qu'il a dit, oui. Il a ajouté : vous devriez vous marier, avoir des enfants ou alors déménagez dans le quartier gay. Ici, c'est pour les familles avec des enfants.

C'était votre voisin d'en face ?

C'est bien ça.

Roger Thibault, 55 ans, technicien en photographie et Theo Wouters, couturier haute-couture, habitent Parkdale, une rue tranquille de Pointe-Claire, depuis plus de 20 ans. Des homosexuels, vous l'avez deviné. Je serai clair, je ne comprends pas comment on peut être homosexuel, il me semble que c'est déjà assez compliqué d'être normal.

Mais enfin, c'est leur affaire. Et je trouve tout à fait déplacée l'intervention de ce jeune homme, leur voisin donc. Pas très brillant de sa part de leur avoir suggéré de faire des enfants. En adopter, à la rigueur. Mais en faire ? Des homosexuels ! L'ignorance des jeunes me laisse parfois pantois.

On va me trouver bien libéral, mais je crois aussi que les homosexuels ne devraient pas être obligés d'habiter dans le quartier gay. En autant qu'ils se conduisent correctement, bien entendu. Et c'est souvent le cas. C'est pas tous les homosexuels qui ont une sexualité bestiale, je veux dire qui ont des orgasmes en public. J'ai déjà eu des voisins gay, absolument irréprochables, très portés sur les fleurs, et vous m'y faites penser, des lys justement. Finalement, le lys doit être une fleur de pédé. Mais bon c'est pas une raison pour être grossiers.

Mais les enfants, me direz-vous. Les gays ne sont-ils pas un mauvais exemple pour nos enfants ? On sait comment nos chers petits

sont impressionnables : ne risquent-ils pas, à la vue d'homosexuels, de se dire : Moi aussi, d'abord !... Ah les enfants ! Moi j'en ai une qui vient de se convertir à l'islam figurez-vous, pourtant on n'a jamais habité à côté d'une mosquée ni rien, et on ne mangeait presque jamais de couscous. Elle est daltonienne en plus. Ah les enfants. Mais c'est pas toujours leur faute. On a aussi nos responsabilités là-dedans. On leur a tellement vanté la diversité, la différence. Pas étonnant qu'ils ne veuillent plus être blancs, hétéros, catholiques, qu'ils se fassent lesbiennes et musulmanes.

Revenons à ce vieux couple d'homosexuels de la rue Parkdale à Pointe-Claire et à leurs irascibles voisins. L'affaire est allée loin : harcèlement, vandalisme, attentat même, on a foncé sur eux en auto, procès à l'automne, et demain — c'est pour cela que je vous en parle — marche de solidarité qui empruntera la rue Parkdale, au grand dam du maire de Pointe-Claire d'ailleurs qui voulait envoyer les marcheurs dans un champ. Encore à cause des enfants. Il leur a dit carrément : « Vous savez comme vous êtes indécents dans votre parade du Gay Pride. Ici c'est pour les familles et les enfants. »

Il a un peu raison. Et vous me permettez à mon tour de vous recommander un peu de tenue, s'il vous plaît, ne vous embrassez pas sur la bouche dans la rue, pas d'accoutrements excentriques ni le contraire, savez ce petit côté propre et beige qui vous donne l'air d'être la cousine de Laura Ashley, et pour l'amour du ciel, si vous devez scander des slogans, essayez de ne pas zézayer.

Départ de la manif à 14h30 de la gare de Pointe-Claire. Autobus gratuits du Sky Pub



(coin Sainte-Catherine et Alexandre-de-Sève, réservez à 529-6969). On peut y aller aussi en train, en auto, en vélo par la piste du canal Lachine. En trottinette ? Trouvez pas que vous avez l'air

assez fifs comme ça ?

Un monsieur têtù

Il y a bien plus qu'un changement de majorité dans la défection du sénateur républicain Jim Jeffords.

Il y a d'abord un vieux monsieur intègre, ce qui n'est pas si répandu. Un homme de 67 ans dont les collègues saluaient unanimement hier le courage politique. Il n'était pas, comme on l'a mal compris, mal à l'aise au sein du parti républicain. Dissident depuis qu'il est entré au Sénat (en 1988), c'est bien là qu'il voulait être pour défendre le droit à l'avortement, les droits des homosexuels, l'environnement, etc. Comme républicain, il s'était prononcé pour la réforme de la santé des Clinton. Plus récemment, il a voté contre le bouclier antimissile de Bush. Une indépendance qu'il manifestait discrètement, mais en toute conscience, rappelant volontiers que le Parti républicain était aussi celui d'Abraham Lincoln, qui passa sa vie à combattre tous les fanatismes.

Président du comité sénatorial sur l'éducation, Jim Jeffords défendait depuis 25 ans, avec obstination et patience, le dossier de l'éducation des enfants handicapés. Il était à l'origine de IDEA, Individuals with Disabilities Education Act, programme très chichement financé par le fédéral. Il voulait faire monter la part de l'État à 40 %.

C'est pour ça qu'il a voté contre les réductions d'impôts massives proposées par le président Bush.

C'est le point charnière de cette défection.

Ici aussi la mode est aux réductions massives d'impôts. Ici aussi on ne comprend pas toujours ce que cache ce « cadeau ». On ne voit pas toujours le désengagement social qui vient avec, ni l'avènement d'un type de société dont on ne nous a jamais demandé si c'était bien celle-là que nous voulions. Ce qu'on nous demande, c'est : Voulez-vous payer moins d'impôts ? Et nous, comme une joyeuse bande de têtus : Yeah.

Depuis 26 ans, le sénateur Jim Jeffords exige que l'État prenne en charge l'éducation des enfants handicapés. C'est pour ça qu'il a voté contre les réductions d'impôts massives proposées par le président Bush. C'est pour ça que le président Bush l'a convoqué :

— Qu'est-ce qui se passe, Jim ?

En 26 ans de dissidence, jamais personne au sein du parti républicain ne lui avait reproché de prendre la part des homosexuels, de défendre le droit à l'avortement, d'exiger des lois sur l'environnement plus sévères. Il faut croire qu'en votant contre les réductions d'impôts il touchait à quelque chose de plus fondamental...

Il y a bien plus qu'un changement de majorité dans la défection du sénateur républicain Jim Jeffords. Il y a un vieux et frêle monsieur de 67 ans, aussi timide que têtù, pas révolutionnaire pour deux sous qui pose à ces concitoyens américains cette question fondamentale : vous n'arrêtez pas de parler de prospérité, mais qu'est-ce que la prospérité quand elle se construit sur la paupérisation des plus pauvres d'entre nous ?

Un Robot qui entretient l'eau de votre Spa

Une nouvelle technologie naturelle à base d'oxygène s'occupe désormais de votre Spa à votre place.

- Finie la période quotidienne d'entretien
- Finie l'eau douteuse remplie de produits chimiques

Sans effort, vous obtiendrez une eau pure, douce et cristalline 24 heures sur 24.

Pour un temps limité, essayez gratuitement notre Robot Purificateur pour votre Spa. Nous vous garantissons un résultat exceptionnel et instantané.

1-800-387-0006
www.dagua.com



Le Soleil, le bonheur et...

L'AVENTURIER

Bermuda Hilo



chlorophylle
h. tech.

100% nylon
4 couleurs disponibles:
rocher, safran, vert bouteille et bleu océan

prix régulier: 74,99\$

39,99\$

économisez 35,00\$



www.aventureur.net

Montréal - 1610, rue St-Denis (514) 849-4100

Laval - Centre Décor, 3912 Aut. 440 Ouest (450) 681-8030

Québec - 710, rue Bouvier, local 135 (418) 624-9088

Brossard - 8025, boul. Taschereau (450) 462-3389

Ste-Foy - Place de la Cité - 2600, boul. Laurier, #148 (418) 654-1774

Chicoutimi - 250, rue Racine Est (418) 545-2251



* Quantité limitée
Jusqu'à épuisement
de la marchandise



1-800-465-7512



CHICOUTIMI

Kayak de mer:
Fjord du Saguenay 1 à 5 jours
Mingan 5 jours
Anticosti 7 jours

Formations
Escalade - Initiation
- Cours en moulinette
Kayak en eaux vives

(418) 549-7512

MONTREAL

Escalade
Kayak en eaux vives

Kayak de mer
spécial du mois de juin
SOIRÉES "DÉCOUVERTE" 15\$
30 mai - 6-13-20-27 juin

(514) 849-4100

QUEBEC

Kayak de mer:
- Feux d'artifices
- Journées et soirées "Découverte"

Formations
Escalade - Initiation

Eaux vives - Canot
- Kayak

(418) 624-9088

CARTE ÉLECTORALE

Le DGE procédera à de nouvelles consultations

QUÉBEC — La loi électorale sera amendée pour permettre au directeur général des élections, Marcel Blanchet, de procéder à une nouvelle consultation sur les modifications à apporter à la carte électorale.

Le ministre responsable, Guy Chevrette, n'a pu toutefois déposer hier son projet de loi. Devant l'absence de consultations préalables, l'opposition libérale l'a forcé à déposer son projet de loi comme un simple document à l'Assemblée nationale.

Le projet de loi donne au DGE le pouvoir de tenir une deuxième série de consultations dans « une ou plusieurs régions ». On ajoute un délai supplémentaire de trois mois après le dépôt du projet de carte que rendra publique M. Blanchet le 14 juin.

Si des élections sont déclenchées pour octobre prochain, elles se tiendraient sur la carte actuelle, de souligner M. Chevrette. Dans sa nouvelle proposition, le DGE maintiendrait la circonscription de Matane. Deux ou trois comtés supplémentaires sont nécessaires dans la couronne de Montréal, et la nécessité de maintenir 125 circonscriptions imposera des modifications dans d'autres régions, notamment en Gaspésie, prévoit-on.

Hier le premier ministre Landry a soutenu que cette nouvelle consultation n'avait rien d'une stratégie pour déterminer la date des prochaines élections.

« Tout le monde sait que le projet actuel de carte nous avantage beaucoup. On n'a aucun intérêt à essayer d'utiliser la carte électorale pour influencer le processus démocratique », a soutenu M. Landry.

Le musée des alcools de la SAQ déchire les péquistes

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Même dilué et appuyé par la ministre des Finances, Pauline Marois, le projet de musée des alcools de la Société des alcools du Québec demeure imbuvable pour plusieurs associations péquistes de la région de Montréal, qui le déferont le 16 juin lors du prochain conseil national du PQ.

Les militants seront appelés à se prononcer sur une résolution adoptée le 13 mai par l'association péquiste de Laurier-Dorion qui demande à la SAQ de renoncer à l'emplacement de l'avenue De Lorimier sur lequel elle compte ériger sa « Galerie du Gouverneur ». Au gouvernement Landry, elle demande d'y réaliser plutôt un « Musée pédagogique de l'histoire du Québec » pour la période des Patriotes.

« C'est un débat public, non seulement dans la société, mais aussi dans le parti, et qui va se poursuivre », dit Louis La Rochelle, membre de l'exécutif de l'association de Mercier et promoteur d'un projet de Mémorial national des Patriotes dans l'ancienne prison du Pied-du-Courant, aujourd'hui intégrée au siège social de la SAQ. C'est dans cette prison, érigée

en 1836, que furent détenus 1300 patriotes, dont 13 y furent pendus.

« Il y a un désaccord profond, ajoute M. La Rochelle. Il y a une large fraction de la population qui pense que la prison des Patriotes doit être dédiée à un monument historique et non pas à la promotion de l'alcool. »

Lors d'un vote « indicatif » tenu cette semaine à une rencontre des associations péquistes de Montréal-Centre, la proposition de Laurier-Dorion a reçu l'appui de toutes les associations, selon M. La Rochelle. Seuls les gens de Sainte-Marie-Saint-Jacques se sont abstenus.

La résolution, qui sera débattue le 16 juin, propose que la SAQ étudie la possibilité de déménager son siège social dans son nouveau complexe commercial et administratif, au nord du boulevard René-Lévesque. M. La Rochelle ajoute que la société d'État pourrait conserver les espaces du site du Pied-du-Courant qui ont été ajoutés à la fin du XIX^e siècle et qui ne sont pas liés à l'époque des Patriotes.

L'ancien président de l'association péquiste de Mercier, André Rény — qui a démissionné en mars en appui à Yves Michaud — accuse pour sa part le gouverne-

ment Landry de rester sourd aux appels de ses troupes, qui ont réitéré leur appui au projet d'un monument national des Patriotes lors d'un conseil national en août dernier.

« Faire un musée de l'alcool est d'une stupidité inimaginable », lance M. Rény, qui monte présentement un groupe appelé Patrimoine Québec qui veut faire du Pied-du-Courant le premier jalon d'une nouvelle série de monuments historiques. « En matière de muséologie, on est en retard de façon inimaginable », dit-il.

Dans un communiqué diffusé hier, la SAQ affirme que son nouveau projet comptera un centre d'interprétation de la prison du Pied-du-Courant « qui rendra accessible aux Québécois une partie de leur histoire ».

Mais la société insiste surtout sur le fait que sa Galerie du Gouverneur, qui coûtera 4 millions au lieu des 7 millions prévus dans la première version du projet, en 1999, rapportera 4,6 millions sur 15 ans. Sa cave pourra loger 75 000 bouteilles; on comptera aussi une salle d'exposition et des salles de dégustation à louer. Les appels de candidature pour la gérance de construction ont été lancés cette semaine et prennent fin mercredi. La SAQ entend procéder en « régime accéléré ».

Les partis sont financièrement prêts pour la lutte électorale

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

QUÉBEC — Libéraux et péquistes ont une caisse électorale prête à nourrir une bataille électorale, indiquent les rapports financiers des deux formations politiques québécoises.

Ces rapports financiers ont été rendu publics hier par le directeur général des élections, M^{re} Marcel Blanchet.

Du côté du Parti québécois, on enregistre des liqui-

dités de 406 000 \$, mais on a mis de côté un fonds spécial affecté à la promotion de la souveraineté et dans lequel on retrouve 561 000 \$, indique le rapport du parti.

Du côté libéral, on a transféré dans un « fonds électoral des circonscriptions électorales » une somme de 892 000 \$ prête à servir lors d'élections générales, toujours selon les documents rendus publics hier. La situation paraît moins rose à l'Action démocratique du Québec, où les états financiers révèlent un déficit de 42 000 \$.

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer



Prenez soin de vos compétences. Informez-vous sur les certificats offerts en santé.

- Échocardiographie adulte et pédiatrique / module
- Gérontologie
- Gestion de l'invalidité et de la réadaptation / module
- Gestion des services de santé
- Inhalothérapie
- Maintien à domicile
- Perfusion extracorporelle
- Santé communautaire
- Santé et sécurité du travail
- Santé mentale

Automne 2001
Date limite d'admission : Le 1^{er} juin

Renseignements
(514) 345-6090 1 800 363-8876
www.fep.umontreal.ca

Université de Montréal



239\$ PAR MOIS, location 48 mois*

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Acompte seulement 895\$

- AM/FM/CD AVEC LECTEUR DE 6 DISQUES
- JANTES EN ALLIAGE
- AILERON
- EMBOUT CHROMÉ
- PNEUS TOUTES SAISONS 14 PO
- PARE BOUE AVANT ET ARRIÈRE
- PARE CHOCS COULEUR CARROSSERIE
- DOSSIER ARRIÈRE RABÂTABLE 60/40
- CLIMATISEUR
- MOTEUR 1,8 L DE 126 CHEVAUX
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

| ACOMPTE | MENSUALITÉ |
|----------|------------|
| 0 \$ | 259 \$ |
| 895 \$ | 239 \$ |
| 1 695 \$ | 219 \$ |
| 2 695 \$ | 199 \$ |

ACCÉDEZ AU POUVOIR


SENTRA EDITION TOURING

2,8% FINANCEMENT À L'ACHAT

*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2001 - Édition Touring - (C4L651 BK00 - Option Touring). Acompte ou échange équivalent de 895\$. Limite de 19500 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation de crédit. **Taux de financement de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

bonne nuit, beaux rêves!



La route est longue? Arrêtez-vous dans l'un de nos 50 établissements au Québec. Confort, calme, qualité et accueil chaleureux vous y attendent — comme dans vos plus beaux rêves. De quoi améliorer votre handicap! Chez nous, c'est satisfaction garantie à 100% ou argent remis*.

Rien de plus, rien de moins!

Tarifs spéciaux pour groupes.
* Pour plus d'information à ce sujet, veuillez vous adresser à la réception.

Comfort Quality Clarion Econo Lodge

Réservez votre chambre ou votre suite sans tarder!
Plus de 240 établissements partout au Canada et un seul numéro sans frais:

1 800 BO-REVES
1 800 267-3837 — www.choicehotels.ca

Jean Charest et les premiers ministres de l'Ouest veulent prioriser la santé

Presse Canadienne

WINNIPEG — Le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest, soutient que les premiers ministres des provinces de l'Ouest appuient ses efforts pour exiger d'Ottawa plus d'argent dans le système de santé canadien.

« Nous devons amener le gouvernement fédéral à la table de négociations pour un financement plus soutenu des soins de santé. À cet égard, je crois que les leaders des provinces de l'Ouest sont tous d'accord », a déclaré hier M. Charest, après un entretien avec le premier ministre du Manitoba, Gary Doer.

M. Doer, qui affichait un large sourire au terme de sa rencontre de 30 minutes

avec M. Charest, a noté que ses collègues étaient sur la même longueur d'onde depuis longtemps à ce sujet. « Nous voyons cela comme une démarche essentielle pour le maintien à long terme de notre système de santé », a soutenu M. Doer.

Le chef néo-démocrate a été le dernier des quatre premiers ministres des provinces de l'Ouest à rencontrer M. Charest cette semaine. Le chef du PLQ avait déjà discuté auparavant avec le premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, ainsi qu'avec des chefs de l'opposition à travers le pays.

M. Charest croit que sa démarche donne un aperçu de ce que pourrait faire le Parti libéral s'il était élu aux prochaines élections provinciales.

« Quand un gouvernement libéral prendra le pouvoir au Québec, je veux que les autres leaders du Canada soient déjà au courant de notre agenda », a-t-il dit.

Les demandes de M. Charest en matière de santé vont plus loin qu'une simple demande de capitaux à Ottawa. Il aimerait que les provinces puissent avoir un accès direct à plus de revenus fiscaux, au lieu d'avoir à implorer le gouvernement central d'augmenter les paiements de transfert.

M. Charest a dit que les premiers ministres devront prendre des initiatives si ses recommandations étaient approuvées.

« La balle est dans le camp des gouvernements provinciaux, si nous voulons accomplir quelque chose », a-t-il conclu.



Jean Charest était au centre culturel franco-manitobain, à Winnipeg, hier.

Chaque université a maintenant son contrat de performance

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

QUÉBEC — Chacun des 18 établissements universitaires du Québec a maintenant signé un contrat de performance avec le ministère de l'Éducation, a annoncé hier le ministre François Legault.

Ces contrats se traduiront par l'engagement gouvernemental d'investir 751 millions \$ additionnels en trois ans dans les universités québécoises et l'embauche de 840 nouveaux enseignants pour rajouter et développer le corps professoral.

En contrepartie, les universités se sont fixées comme cible d'atteindre un taux de

diplomation de 80 pour cent chez les étudiants à temps plein au baccalauréat six ans après leur première inscription. Le taux de diplomation dans chaque secteur disciplinaire sera d'au moins 70 pour cent.

Il y aura aussi amélioration de l'encadrement des étudiants et plus de fonds pour la recherche. Les universités se sont également donné le mandat d'atteindre l'équilibre budgétaire.

Enfin, on augmentera le nombre de diplômés du deuxième cycle (maîtrise et doctorat). Le Québec est encore à la traîne des autres pays occidentaux en ce qui concerne le nombre de doctorats décernés

par rapport à la population totale.

« On se donne les moyens comme nation de participer pleinement à l'économie du savoir, d'améliorer notre position dans le monde. Toute la société québécoise sortira gagnante de ce choix stratégique de réinvestissement », a dit le ministre Legault.

Quant au président de la conférence des recteurs universitaires et recteur de l'Université Laval, M. François Tavenas, il a salué le nouveau type de relations qui vient de se créer entre le gouvernement et les universités, soit des engagements pris sur trois ans qui permettent une meilleure planification.

PUBLI-REPORTAGE

Peu importe votre âge, une carrière chez Bell, c'est non seulement possible, mais c'est stimulant et valorisant !



L'histoire de Diane Major est assez incroyable ! Tout d'abord, elle débute chez Bell et y travaille 19 ans comme téléphoniste. Ensuite, elle ira chez Bell Mobilité pendant 14 ans. Et puis, l'heure de la retraite arrive, mais après un court laps de temps, elle fait une demande

au Centre de Produits et Services (CPS) chez Bell. C'est qu'elle désire mettre à profit une expérience recherchée et garder le contact avec un milieu de travail enrichissant et stimulant !

«Travailler auprès des jeunes, ça me garde jeune. Les bureaux sont situés à cinq minutes de chez moi. C'est très agréable de m'y rendre à pied. Et je me sens utile et très appréciée», nous confie Mme Major. Il faut dire qu'elle a le cœur à l'ouvrage, comme on dit ! Et c'est ce que ça prend pour travailler au CPS. «Il faut avoir une aptitude pour la vente et aimer le contact avec le client. En essayant de régler ses problèmes, on analyse ses besoins et on lui propose des choix judicieux à sa convenance. Et lorsque je mentionne que je suis de Bell, les gens sont plus réceptifs», raconte Diane Major. En plus des services de base, Diane offre maintenant le service Sympatico haute vitesse à sa clientèle. C'est nouveau pour elle et Diane prend plaisir à se familiariser aux nouvelles technologies.

Elle tient à préciser qu'elle a reçu la même formation qu'aurait reçue un nouvel employé pour maîtriser les dossiers en question. «J'ai suivi les cours de téléphonie pendant deux semaines, j'ai appris à connaître les produits et les services qui évoluent toujours. Plusieurs des employés voient la période d'apprentissage au centre d'appels comme une transition vers d'autres services. Après plus de 9 mois au CPS, je compte bien y rester quelques années encore si la santé ne me fait pas défaut; c'est tellement près de chez moi !», nous fait part Mme Major.

«Comme dans tout milieu de travail, notre performance est récompensée. On a qu'à penser aux plans de reconnaissance ou bien aux multiples campagnes de motivation des concours hebdomadaires dotés de prix tous plus intéressants les uns que les autres», nous assure Mme Major. Il faut dire que l'atteinte de ses objectifs de vente lui a permis d'en gagner plus d'un ! Elle apprécie aussi beaucoup les activités organisées à l'extérieur du temps de travail avec ses collègues de travail.

«Il faut être patient pour franchir les différentes étapes de la formation, mais je suis persuadée qu'il y a des femmes comme moi qui aimeraient bien faire ce que je fais ! Je voudrais leur dire de foncer et de prendre contact avec Bell, soit par Internet ou autrement...», insiste Diane Major. Elle a raison, Bell cherche toujours des perles comme Mme Major !

Aimeriez-vous en faire autant ?

1 888 629-5445

embauche.cps@bell.ca

FABRICANT / INSTALLATEUR - UNE ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Fibro 25 ans DE GARANTIE

Piscines monoocoques en fibre de verre

Venez rencontrer nos conseillers dans l'une des plus belles salles de montre en Amérique du Nord dans une ambiance de détente.

Nous avons aussi un grand choix de piscines de petites dimensions pour les espaces restreints.

SPA DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

Fibre optique gratuite ou nous payons la T.P.S.

CARACTÉRISTIQUES

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

Chaise longue thérapeutique incorporée à la piscine

PISCINE CANADA LTÉE
(450) 622-2664
(450) 628-0088
1456, rue de Jaffa, Fabreville, Laval (sortie 16, Autoroute des Laurentides)

VENEZ VOIR NOS PROMOTIONS
www.fibro.ca

SPÉCIAL 2995 \$ Rabais 10\$
Régulier 3995 \$
SHORT TOURING LA CORDÉE

- 100% nylon ;
- cuissard de Lycra intégré ;
- plusieurs coloris ;
- disponible dans les tailles homme et femme.

SPÉCIAL 2995 \$ Rabais 20\$
Régulier 4995 \$
SACOCHE DE GUIDON LA CORDÉE

- Capacité de 6 litres ;
- système d'attache rapide ;
- 3 pochettes ;
- bandoulière incluse.

SPÉCIAL 2495 \$ Rabais 10\$
Régulier 3495 \$
SAC DE TAILLE BIKE IV CERRO TORRE

- Capacité de 5 litres ;
- dos rembourré ;
- bretelles amovibles pour stabiliser la charge ;
- bouteilles non incluses ;
- marine ou rouge.

SPÉCIAL 995 \$ Rabais 5\$
Régulier 1495 \$
GANTS VUELTA LA CORDÉE

- Dos en Lycra extensible, ratine absorbante au pouce, paume en cuir de chèvre ;
- poignets élastiques en Lycra réglables avec patte de Velcro ;
- disponibles dans les tailles homme et femme ;
- noir, marine ou rouge.

LA CORDÉE

Promotion en vigueur jusqu'au 3 juin 2001 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés.

2159, rue Sainte-Catherine Est, Montréal H2K 2H9 Métro Papineau
Tél. : (514) 524-1106 • **www.lacordee.com**

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer



Affichez vos compétences.

Informez-vous sur les certificats offerts en communication.

- Communication appliquée
- Français langue seconde pour non-francophones
- Informatique - Bureautique / module
- Initiation à la programmation / module
- Journalisme
- Publicité
- Rédaction
- Relations publiques
- Traduction I et II

Automne 2001

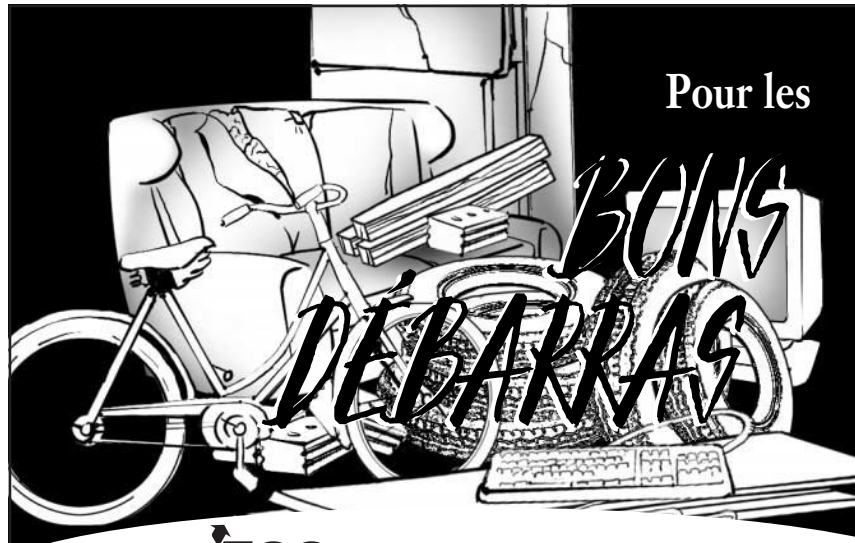
Date limite d'admission : Le 1^{er} juin

Renseignements

(514) 343-6090 1 800 363-8876
www.fep.umontreal.ca

Université
de Montréal

2857726a



Pour les

BOONS DÉBARRAS

les ÉCO-CENTRES sont là !

Une bonne façon, pour les Montréalais, de se débarrasser de leurs vieilles affaires... **même les dimanches durant l'été !**

Du 13 mai au 2 septembre inclus

| | |
|--------------------------|-------------|
| Lundi, mardi, mercredi | 9 h à 18 h |
| Jeudi, vendredi | 9 h à 20 h |
| Samedi | 9 h à 17 h |
| Dimanche et jours fériés | 12 h à 17 h |

Apportez à l'Éco-centre le plus près de chez vous les objets et matières dont vous voulez vous débarrasser. Apportez également une preuve de résidence!

RENSEIGNEZ-VOUS

Éco-centre de l'Acadie
1200, boul. Henri-Bourassa Ouest
(514) 872-1376

Éco-centre de la Petite-Patrie
1100, rue des Carrières
(514) 872-7706

Éco-centre de la Côte-des-Neiges
6925, ch. de la Côte-des-Neiges
(514) 872-3517

Éco-centre de Saint-Michel
2525, rue Jarry Est
(514) 872-3267

Éco-centre d'Eadie
1868, rue Cabot
(514) 872-8359

Bois, peint ou réutilisable, béton, asphalte, brique ou terre non contaminée... Métal, incluant gouttières ou jantes de pneus! Matériaux de construction usagés, toilettes, lavabos. Appareils électro-ménagers, petits et gros, meubles et luminaires, ordinateurs très obsolètes, vieilles cartouches d'imprimante et autres encombrants indésirables, mais recyclables ou réutilisables. Pneus, vélos, poussettes, trotinettes, lunettes... et bien sûr, les résidus verts (feuilles, branches, sapins, foin) qui seront transformés en copeaux ou compost! Le papier, le carton, le plastique, le verre et les contenants recyclables... Et apportez vos résidus domestiques dangereux !



Ville de Montréal

2861226A

Plus de 75 % des formulaires de recensement ont été retournés

CHRISTIANE DESJARDINS

MALGRÉ LES grincements de dents de certains citoyens sur la longueur et le caractère inquisiteur des questions des formulaires longs du recensement 2001, 75,1 % de l'ensemble des formulaires ont été retournés jusqu'ici à Statistique Canada.

C'est le chiffre que Michel Maillette, directeur régional du Québec pour Statistique Canada, avait en main en date du 22 mai. « Et nous nous attendons à en recevoir beaucoup au cours de la semaine », a-t-il précisé. Il souligne que chaque personne qui ne retourne pas son formulaire coûte 1700 \$ à l'ensemble des contribuables du Québec, puisque c'est en se basant sur le recensement que le gouvernement fédéral redistribue les fonds aux provinces. Le Québec reçoit en moyenne 12 milliards par année en péréquation.

Mais d'après M. Maillette, le Canada compte parmi les pays qui ont le meilleur taux de réponse au monde dans le domaine du recensement. En 1996, 97 % des gens avaient répondu. Au Québec, c'est 98 % de la population qui avait fait son « devoir de citoyen. » Ce recensement comptait également un formulaire long, 56 questions, et un court de sept questions.

Cette année, le formulaire long comporte deux questions de plus. On y demande notamment quel est le sexe du partenaire, combien de temps on passe à faire du jardinage, le nombre de chambres à coucher, etc. Des questions que Georges Plante, un citoyen de Québec, trouve par trop indiscrètes. La semaine dernière, il a adressé une demande à la Cour supérieure pour intenter un recours collectif contre la procureure générale du Canada, en alléguant que le formulaire long est une atteinte à la vie privée. Me Jean Blaquièrre, qui a représenté les hémophiles dans le dossier du sang contaminé, est son avocat.

Me Blaquièrre estime que le formulaire long est odieux. « Ce n'est pas agréable de dévoiler des informations aussi personnelles. Il y a des limites que Statistique Canada ne peut franchir. »

Selon lui, le principal problème vient du fait que des renseignements nominatifs (nom et adresse) sont jumelés à des informations confidentielles (sexe du partenaire, par exemple). Selon lui, les renseignements confidentiels pourraient être répertoriés d'une autre façon, de manière à ce que ça reste anonyme. D'autre part, la confidentialité assurée par Statistique Canada n'est pas sûre à 100 %. Le 10 mai dernier, à Cambridge en Ontario, 299 formulaires dûment remplis et destinés à un commissaire au recensement, ont été livrés par erreur par Postes Canada chez d'autres résidents de la ville. Des 299 enveloppes, 64 ont été ouvertes par les citoyens. L'erreur avait été commise par un facteur de relève.

Une erreur qui pourrait ne pas être unique, et qui démontre les faiblesses du système supposément confidentiel, croit Me Blaquièrre.

Quoi qu'il en soit, après la parution d'un article dans *La Presse* sur la demande de recours collectif, plusieurs citoyens ont téléphoné à *La Presse* en disant vouloir s'inscrire. Me Blaquièrre signale que si le recours va de l'avant (il reste plusieurs étapes à franchir), les gens qui ont reçu le formulaire long seront automatiquement inscrits, à moins de faire une demande d'exclusion. Il compte aussi mettre en fonction un numéro de téléphone 1-800 pour informer les gens, quand le temps sera venu.

PLUS PRÈS DE VOUS

Du lundi
au vendredi
dans

La Presse

MONTREAL PLUS

ÉPILATION MÉDICALE AU LASER DIODE

Chirurgie esthétique au laser
(Rides, cicatrices, tatouages, couperose,
rosacée, taches pigmentaires, etc.)

Car la saison des maillots approche...

INSTITUT DE LASER DERMATOLOGIQUE DE MONTRÉAL

(514) 695-9646

Dr Denis L. Hébert, dermatologiste

4779

2842640

2855818

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
26 mai 2001

Pages A9-A11
manquantes

SOLARIUMS
Zytco

VASTE SÉLECTION DE
MODÈLES DE SOLARIUMS
TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
ARÊTES OU RECOURBÉ
CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN,
CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN
ALUMINIUM OU CÈDRE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, Q.C. H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM
514-335-2050
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

NOUVEAU
VERRE
SUPER-ISO
BLOCK
AAA
2958126A

2961097

Le dépistage du cancer du sein pourra se faire dans un autocar

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne

MONTRÉAL — Les Québécoises de plusieurs régions pourront avoir plus aisément accès à des mammographies, grâce à un autocar transformé en véritable clinique mobile de dépistage du cancer du sein.

L'autocar, baptisé Clara, a été inauguré hier par la ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux Agnès Maltais, dans un garage de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM).

Le ministère assurera les coûts de fonctionnement annuel de l'autocar, soit 330 000 \$, mais ce sont la Fondation Jean-Marc Paquette et plusieurs commanditaires privés qui ont réuni la somme de 1,4 million nécessaire à l'achat et à la transformation de l'autocar en clinique mobile.

Clara sera sur les routes du Québec à compter d'octobre prochain. Elle a déjà « une liste d'attente d'un an et demi », a indiqué aux journalistes la ministre Maltais.

Les régions qui ont déjà manifesté le désir de voir Clara s'arrêter chez elles sont la Côte-Nord, le Nord du Québec, le Bas-Saint-Laurent et l'Abitibi-Témiscamingue.

Le Dr Louis E. Bernard, président-directeur général de l'Institut national de santé publique du Québec, assure que la qualité du dépistage et des examens sera exemplaire, même si le tout a lieu dans un autocar.

L'unité mobile pourra effectuer 4000 examens par an ou quatre à l'heure. Clara est dotée du même équipement qu'une clinique ayant pignon sur rue.

Les services seront dispensés par deux techniciens en radiologie

spécialisés en mammographie. « Cela devrait donner un coup de main très sérieux au programme » de dépistage du cancer du sein, a indiqué le Dr Bernard.

L'unité mobile Clara sera d'autant plus utile que l'expérience a démontré qu'« à partir de 100 kilomètres de la clinique, les femmes n'allaient pas au dépistage ». C'est dorénavant le dépistage qui se rendra aux femmes.

Signe du temps, l'entreprise privée a participé au projet, du moins pour l'achat et la transformation de l'autocar. La ministre Maltais ne s'en est pas offusquée, arguant que « c'est accepté dans tous les gouvernements, tous les États, que le privé achète des équipements ».

La différence est simplement que, cette fois, cet équipement ne sera pas offert par une fondation à un hôpital, mais à une clinique mobile, a-t-elle fait valoir.

L'HORMONOTHÉRAPIE PEUT-ELLE RÉDUIRE LES RIDES ?

Recherchons femmes ménopausées de 45 à 60 ans, en bonne santé, pour une étude de recherche sur l'efficacité possible de l'hormonothérapie de remplacement (Estrogène/Progestérone) sur le contrôle des rides au visage.

Conditions requises :

- Absence de menstruation depuis au moins 12 mois
- Aucun traitement avec des hormones depuis 3 mois
- Aucune chirurgie des rides depuis au moins 10 ans

Communiquez avec Mme Sylvie Héon
au (514) 521-3851, poste 19

2961094

2961097

Nos prix sont imbattables!
Comparez,
vous serez convaincu!



matelas
Plus de **100** styles!

- livraison gratuite
- installation gratuite
- retrait gratuit
- cadre de lit gratuit avec ens. de matelas

2 des meilleures façons d'économiser!

Option 1 • Nous payons la TPS et la TVQ* sur tous les matelas et ensembles Sealy et Simmons*!
Option 2 • Vous ne payez rien avant un an! **

*Nous vous accorderons une réduction de prix équivalente à la TPS et à la TVQ. **Aucun paiement mensuel • aucun intérêt • aucun dépôt

matelas «payer et emporter», à partir de 49⁹⁵

Sealy Posturepedic™

1 Le Edgeguard™ innovateur pour 10% plus de surface de sommeil.
2 Le base Steadigan™ exclusive assure une durabilité maximale.
3 Ressorts exclusifs Posturetech™ vous donnent le meilleur support.

- Le Charmeur**
À partir de **169\$**
- Chiro Posture**
À partir de **199\$**
- Royale Ultima**
À partir de **269\$**
- Posturepedic**
À partir de **299\$**
- LaSalle**
À partir de **369\$**
- Tradition**
À partir de **499\$**

SIMMONS Beautyrest

Tout nouveau profil avec ressorts indépendants pour un confort et un support ultime.

- Beautysleep Évasion**
À partir de **199\$**
- Beautysleep Émotion**
À partir de **299\$**
- Beautyrest Deluxe**
À partir de **449\$**
- Beautyrest Suprême**
À partir de **599\$**
- W.C. Dual Comfort**
À partir de **799\$**
- Beautyrest pillowtop sans rotation**
À partir de **899\$**

Offre limitée
Sur présentation de ce coupon recevez un rabais de **10%** sur tout matelas Beautyrest de Simmons et Posturepedic de Sealy.
Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sur présentation du coupon seulement. Date d'expiration : 30 juin 2001

+ Détaillant autorisé de

TEMPUR
MATELAS ET OREILLERS SUÉDOIS

Fait d'un matériau créé à l'origine pour la NASA
Recommandé par plus de 25 000 cliniques de sommeil et professionnels de la santé partout dans le monde

Garantie
CHAQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10%

LINEN CHEST
DÉCOR DÉPÔT

«Le supercentre de la mode maison»

CENTRE ROCKLAND : (514) 341-7810
LA CATHÉDRALE • centre-ville: (514) 282-9525
PLACE PORTOBELLO, BROSSARD: (450) 671-2202
LES GALERIES LAVAL: (450) 681-9090
SERVICE À DOMICILE GRATUIT (514) 331-5260

+ Cette promotion ne s'applique pas au produit Tempur

2957453

2961742

La loi 170 crée deux catégories de citoyens, selon L'Ancienne-Lorette

LAURA-JULIE PERREAULT

L'ANCIENNE-LORETTE, seule ville de la région de Québec à attaquer la loi 170 en cour, a fermé hier le concert des plaidoiries des 19 villes récalcitrantes aux fusions, en dénonçant « la discrimination » envers les citoyens de la région de Québec, de Montréal et de Hull.

« La loi 170 crée deux catégories de Québécois. Puisque dans la région de Québec, de Montréal et dans l'Outaouais, la fusion forcée établit que les citoyens n'ont pas le droit de se prononcer alors que dans les autres régions, s'il y a fusion, les citoyens seront consultés », dénonçait hier le maire de L'Ancienne-Lorette, Émile Loranger, alors que Roger Pothier, l'avocat qui représente ses intérêts, entamait son argumentation de trois heures au palais de justice de Montréal.

M. Loranger rappelait que le gouvernement a fait la sourde oreille lorsque ses ressortissants ont voté à deux reprises contre les fusions dans une proportion de 98 %.

L'avocat de la petite municipalité a plaidé devant le juge Maurice Lagacé, de la Cour supérieure, que les deux approches aux fusions du gouvernement québécois entrent directement en conflit avec la Charte des droits et libertés, qui garantit à tous les citoyens les mêmes droits démocratiques. Il qualifie cette pratique de « discrimination sur l'état civil ».

Selon M. Pothier, rencontré dans le hall du palais de justice, ce système de consultation à deux vitesses se traduit aussi par l'imposition de comités de transition dans les cas de regroupements forcés. « Au niveau des comités de transition, dans les autres villes (qui fusionneront plus tard), les élus vont agir, vont se nommer sur les conseils provisoires. Sous la loi 170, la même chose n'est pas consentie. On a éliminé les élus du processus et on a confié la transition à des fonctionnaires et à des gens nommés », renchérisait-il.

Les arguments de L'Ancienne-Lorette, s'ils sont retenus par le juge, obligeront le gouvernement à reprendre ses projets de fusion à partir de zéro dans les agglomérations touchées, estime l'avocat. « Ça ferait bien plaisir à Andrée Boucher (maïresse de Sainte-Foy) ! » a lancé M. Loranger, qui faisait pourtant cavalier seul hier. Les autres villes de la région de Québec ont décidé de ne pas s'adresser aux tribunaux malgré leur vive opposition au projet de loi de la ministre des Affaires municipales, Louise Harel.

Le point de vue de L'Ancienne-Lorette, qui a aussi été défendu par l'avocat constitutionnaliste Ghislain Otis, détonnait avec les autres plaidoiries présentées cette se-

maine par les villes de la région de Montréal, dont plusieurs municipalités ayant un statut de ville bilingue.

Daniel Chénard, l'avocat de Côte-Saint-Luc, « communauté dont 65 % des membres appartiennent à la communauté juive d'expression anglophone », a repris les arguments soutenus la veille par son collègue Ronald Caza, avocat ontarien qui a défendu les Franco-Ontariens dans la cause de l'hôpital Montfort avant de devenir le porte-parole de la ville de Hampstead.

Au dire de M. Chénard, le maintien des institutions propres à Côte-Saint-Luc est nécessaire pour assurer l'accès de la population à des services adéquats, dans la langue de son choix. « Les anglophones investissent plus dans leurs infrastructures culturelles que les francophones, car ils sentent que leur culture est davantage menacée », soulignait-il hier. Non seulement une fusion pourrait faire disparaître certains services en anglais, croit-il, mais elle pourrait aussi avoir un impact dévastateur sur les services

dispensés dans d'autres langues, comme le yiddish.

Cette possibilité inquiète aussi les élus de Côte-Saint-Luc. « J'ai travaillé dans les services de première ligne. Dans les cas d'urgence, ça arrivait souvent que le yiddish devenait la langue de communication de ceux dont c'est la première langue. Côte-Saint-Luc était capable de donner ce genre de service, mais la fusion rendra ça beaucoup plus difficile », témoignait Glenn Nashin, conseiller municipal.

Les « principes structurels de la démocratie » et l'expropriation sans compensation du Technoparc, étaient les deux chevaux de bataille de l'avocat de Saint-Laurent, Jacques Richard.

Les présentations des villes ont pris fin hier à 16h30. Dès lundi matin, ce sera au tour des procureurs de donner la réplique au gouvernement. Vendredi après-midi, les représentants des municipalités pourront à nouveau s'exprimer pendant quelques heures avant que le juge ne se retire pour trancher la question.



HOTEL
Château Bromont
AFFAIRES - GASTRONOMIE - SPA

Offrez-vous un avant-goût de vacances!
Forfait Dodo-Croissant

À partir de 79 \$ par personne par nuit en occupation double
incluant le petit-déjeuner champêtre
(service inclus, taxes en sus)

Pour réservations : 1 800 304-3433
www.chateaubromont.com

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer



Certifiez vos compétences.

Informez-vous sur les certificats offerts en intervention.

- Criminologie
- Droit
- Gestion appliquée à la police et à la sécurité
- Intervention auprès des jeunes
- Intervention dans les groupes et les organisations
- Intervention en déficience intellectuelle
- Intervention en milieu multiethnique
- Petite enfance et famille
- Relations industrielles
- Toxicomanies
- Violence, victimes et société

Automne 2001

Date limite d'admission : Le 1^{er} juin

Renseignements
(514) 343-6090 1 800 363-8876
www.fep.umontreal.ca



Université de Montréal

La diplomatie canadienne est parfois nuisible au Québec, affirme Landry

Presse Canadienne

QUÉBEC — La diplomatie canadienne ne travaille pas toujours dans le sens des intérêts du Québec, estime le premier ministre Bernard Landry.

Il faut donc y faire contrepoids et « défendre la nation québécoise à l'étranger », a-t-il lancé à l'Assemblée nationale, hier.

Appelé à justifier le salaire de deux fonctionnaires nommés à Paris et à Los Angeles, le premier ministre Landry a affirmé que certains diplomates canadiens travaillent « souvent contre le Québec ».

« Ils m'ont empêché de rencontrer le président du Panama, ils ont empêché le ministre d'État aux Régions (Gilles Baril) d'aller faire des contacts mexicains au plus haut niveau qui nous auraient rapporté de l'argent », a signalé M. Landry.

Le député libéral de L'Acadie, Yvan Bordeleau, a dénoncé les contrats de service récemment conclus, a-t-il dit, « avec deux amis du régime », soit André Sormany et Jacques Bouchard.

Le premier aura droit à des émoluments de 620 933 \$ pour agir à titre de directeur des Affaires publiques et des communications à la Délégation du Québec à Paris jusqu'en juin 2003. Jacques Bouchard aura droit quant à lui à 749 772 \$ pour un mandat similaire à Los Angeles, en Californie.

Ces sommes comprennent les allocations au logement, les frais de représentation, les coûts reliés au déplacement, etc.

« Qu'est-ce qu'ils ont à organiser de si important ? », a protesté le député Bordeleau. M. Landry a répliqué en accusant les libéraux de nier la nécessité de représenter le Québec à l'étranger.

ÊTES-VOUS TIMBRÉ ?





JUSQU'À 80\$*

BRIDGESTONE

Rien ne sert d'économiser sur des pneus qui ne sont pas parfaitement adaptés à votre voiture. Voilà pourquoi Bridgestone vous offre une remise postale considérable sur ses meilleurs pneus de performance, de très haute performance, de tourisme et ses pneus quatre saisons. Ces pneus offrent une maniabilité, une traction et une capacité de freinage hors-pair, que ce soit sur une piste de Formule 1 ou sur les petites routes de gravier qui mènent au chalet. Vous avez maintenant la chance d'économiser jusqu'à 80 \$, tout en adhérant à vos principes. Il vous suffit d'être très exigeant et de coller un timbre-poste.

| Pneu | Remise postale (par pneu) ¹ |
|---------------------------------|--|
| Potenza S-02 | |
| Potenza S-02/S-03 Pole Position | 20 \$ |
| Potenza RE730 | 10 \$ |
| Potenza RE940 | 10 \$ |
| Potenza RE930 / RE950 (nouveau) | 7,50 \$ |
| Potenza RE927, | 50 \$ |
| Turanza REVO et Turanza T | 7,50 \$ |
| Potenza RE910/RE900 | 5 \$ |
| BT70s | 5 \$ |

*Jusqu'à 20 \$ par pneu sur les pneus admissibles. ¹La remise est offerte sur les achats de pneus admissibles effectués entre le 1^{er} avril et le 15 juin 2001. Il y a certaines restrictions. Consultez votre détaillant. TMMarque de commerce de Bridgestone/Firestone. Usager sous licence.

Rendez-vous chez le détaillant le plus rapproché.

| | | |
|--|---|--|
| <p>ALMA CTR-Centre de Pneus 750 Avenue du Port-Nord (418) 668-8311</p> <p>AMOS CTR-Centre de Pneus 2771 Route 111 Sud (819) 727-2553</p> <p>CAP-DE-LA-MADELEINE CTR-Centre de Pneus 470 rue Desmarais, Pneu S.L. Inc. 300, Bédouin (819) 375-4809 (819) 379-2436</p> <p>CHIBOUGAMAU CTR-Centre de Pneus 973 Bienne Rue George A., Chamberland 561, 3e rue (418) 748-2623 (418) 748-4941</p> <p>COWANSVILLE N Service Inc. 420, rue Robitaille (450) 263-3455</p> <p>DRUMMONDVILLE CTR-Centre de Pneus 1545 boul Landry (819) 475-1680</p> <p>DOLBEAU CTR-Centre de Pneus 1738 boul. Victoria George Rousseau & Pils Line 177, Desgen (418) 276-2205</p> | <p>DORVAL Centre de Services Bridgestone Firestone 1300 boul. Hymus (514) 636-2551 (514) 683-3999</p> <p>GRANDY Centre de Services Bridgestone Firestone 1189 Principale (450) 770-8745</p> <p>IBERVILLE Pneus J.T.G. Inc. 814, boul. D'Erville (450) 347-3696</p> <p>LAVAL Pneus Express Inc. 1333, Autoroute 440 Ouest (450) 668-0463</p> <p>LÉPAPHANIE Place du Parc L'Épiphanie 518, Route 341 (450) 588-2424</p> <p>MONTRÉAL Pneus d'Automobiles Chira Inc. 350, boul. Chénée St. (514) 384-5534 5500, boul. Cavendish, Montréal (514) 486-7328 Centre de l'Auto Besant Inc. 1070, rue Besant (450) 277-3537</p> | <p>Les Alignements Western Inc. 6645, boul. de Malabar Ouest (514) 484-8144</p> <p>MONTRÉAL-NORD Pneus d'Automobiles Probes Inc. 6175, Légar (514) 324-4110</p> <p>PIERREFONDS Rediateur Atelier de Pneus R. Chénée Inc. 14380, boul. Pierrefonds (514) 626-7160</p> <p>RICHELIEU Garage G. Lajoie St. 220, boul. Richelieu (450) 658-6351</p> <p>ROUYN CTR-Centre de Pneus 780 boul. Québec (819) 797-6060</p> <p>SAINT-EUSTACHE Pneus Saint-Eustache Inc. 412, boul. de l'Érable (450) 472-5600</p> <p>VICTORVILLE CTR-Centre de Pneus 504 Notre-Dame Ouest (819) 758-8286</p> |
|--|---|--|

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Editorialiste en chef

Merci

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2001, les données publiées par l'ABC (Audit Bureau of Circulations) confirment la nette croissance du tirage de La Presse pour ses éditions de semaine. Il a progressé de 7700 exemplaires par rapport au trimestre correspondant de l'année dernière, ce qui constitue de loin la meilleure performance parmi les quotidiens montréalais de langue française. Cette hausse est d'autant plus significative que, durant la même période, les autres quotidiens ont connu soit une très légère augmentation, soit une baisse de tirage.

Toujours selon ces mêmes données, La Presse est également le seul quotidien montréalais à connaître une hausse de son tirage pour ses éditions du samedi et du dimanche.

Nous devons ces résultats à la contribution du personnel de La Presse qui, au cours des douze derniers mois, a redoublé d'ardeur pour réaliser de nouvelles initiatives dans tous les secteurs. Je les en remercie chaleureusement. La somme de leurs efforts permet à La Presse de publier chaque jour un quotidien qui diffuse des contenus de qualité, consacre davantage d'espace aux grands dossiers et aux séries, qui est représentatif de notre société, ouvert sur le monde, offrant à ses lecteurs une diversité d'opinions et un forum d'idées.

Je profite également de cette occasion pour remercier nos lecteurs et nos annonceurs et pour saluer celles et ceux qui chaque jour ont le plaisir de nous découvrir.

Guy Crevier
 Président et éditeur

La claque



AGNÈS GRUDA
 agruda@lapresse.ca

Les caribous de l'Alaska peuvent dormir tranquilles : avec la défection du sénateur américain Jim Jeffords, qui a laissé les rangs des républicains pour siéger comme indépendant, le projet d'ouvrir le parc naturel de l'Arctique à la prospection pétrolière est mort et enterré.

Ce projet constitue l'un des éléments les plus controversés de la politique énergétique du président George W. Bush. Mais avant de laisser les compagnies pétrolières creuser dans le Grand Nord, il lui aurait fallu obtenir le feu vert du Sénat. Or, le départ de M. Jeffords laisse le contrôle du Sénat aux démocrates. Et ceux-ci ne veulent rien savoir d'une ruée vers le pétrole sur les territoires protégés de l'Alaska.

M. Jeffords a motivé son départ par des divergences fondamentales avec les politiques de M. Bush. Ces désaccords portent sur des sujets aussi sensibles que le droit à l'avortement, la politique fiscale, l'environnement, la défense, l'éducation — des dossiers majeurs qui figurent tout en haut de la liste des priorités présidentielles.

Même si M. Bush jouit toujours d'un bon soutien populaire, plusieurs de ses politiques, en matière d'environnement et d'éducation par exemple, sont mal perçues par l'opinion publique. Le président Bush avait placé sa campagne électorale sous le grand thème du « compassionate conservatism » — ou conservatisme à visage humain. Mais dès son arrivée au pouvoir, il

a imposé un gros virage à droite à la Maison-Blanche : privatisation des caisses de retraite, bons d'éducation, bouclier antimissiles, sans oublier ses retours d'ascenseur aux lobbies privés qui ont généreusement rempli les caisses du Parti républicain. Petit hic : élu de peine et de misère après un dépouillement plus que laborieux, M. Bush n'avait pas les moyens du mandat qu'il s'est arrogé.

En quittant son parti, Jim Jeffords lui a infligé un cuisant camouflet. Dorénavant, ce sont les démocrates qui dirigeront toutes les commissions du Sénat. Ce sont eux qui fixeront son ordre du jour. Ils décideront des nominations judiciaires. Même le bouclier antimissile, si cher à M. Bush, risque d'être écorché puisque le Sénat se prononce sur des dépenses liées à la défense.

Le système politique américain tient sur une sorte d'équilibre bipartisan qui obligera les sénateurs démocrates à tenir compte des républicains qui détiennent toujours six voix de majorité à la Chambre des représentants.

M. Bush a donc toujours les moyens de gouverner.

Mais cette démission lui envoie un gros signal d'alarme. S'il poursuit sur sa lancée, il pourrait perdre le contrôle des deux Chambres, dès les élections de 2002. George W. Bush a commencé son règne en lion, tel son modèle Ronald Reagan. Quatre mois ont suffi pour qu'il se heurte aux limites de son « conservatisme passionné ». S'il n'en tient pas compte, il risque de finir comme son papa : impuissant devant un Congrès démocrate.

Autant le virage de George W. Bush était inquiétant, autant la crise provoquée par le départ du sénateur Jeffords rassure sur la capacité de l'appareil politique américain à corriger ses dérapages.

La fin d'une époque



MICHÈLE OUIMET
 michelle.ouimet@lapresse.ca

En 1992, le parti catholique au pouvoir à la défunte CECM a refusé d'installer des distributeurs de condoms dans les écoles secondaires. Cette décision a soulevé un débat émotif et les commissaires catholiques ont dérapé.

Ils ont affirmé que les contraceptifs pouvaient briser les couples et le condom a été diabolisé car il faisait la promotion du sexe, donc du péché. Pourtant, à cette époque, 60 % des élèves de cinquième secondaire avaient déjà eu des relations sexuelles. Complètement déconnectés de la réalité, les catholiques prônaient la chasteté comme moyen contraceptif.

Mais les temps ont changé. Heureusement. Les archaïques commissions scolaires confessionnelles ont été abolies puis redécoupees sur une base linguistique. La CECM a rendu l'âme et elle a été remplacée par la CSDM.

Mercredi passé, la CSDM a adopté à l'unanimité une résolution qui encourage les écoles à installer des distributeurs de condoms. Il n'y a pas eu de débat émotif et les catholiques se sont abstenus de répéter les sonnettes de 1992. Bref, tout s'est déroulé dans le calme.

Ce vote nous apprend deux choses. Premièrement, même si les catholiques de Michel Pallascio contrôlent encore la CSDM, ils ne peuvent plus dicter leur loi car ils forment une coalition avec une poignée d'indépendants laïcs. M. Pallascio a dépouillé son discours de ses accents les plus intégristes et il a adouci ses exigences religieuses.

Deuxièmement, avec la grande réforme de l'éducation lancée par l'ex-ministre Pauline Marois, en 1997, les commissions scolaires ont perdu beaucoup de pouvoir au profit des écoles. Chaque établissement peut désormais adopter son budget, décider du temps alloué aux différentes matières, définir le contenu des cours, choisir les manuels scolaires, etc. Les écoles avaient tout à fait le droit d'installer des distributeurs de condoms dans leurs toilettes sans demander la permission de la commission scolaire ; mais peu familières avec leurs nouveaux pouvoirs, elles ont préféré obtenir la bénédiction de la CSDM.

Les écoles sont donc de plus en plus autonomes... et les commissions scolaires de moins en moins nécessaires. Dépouillées de nombreux pouvoirs, elles constituent peut-être un palier inutile qui coûte cher et qui, finalement, ne fait qu'ajouter de la paperasse. Et que dire des commissaires élus par 15 % de la population ? À quoi servent-ils sinon à couper des rubans pendant des cérémonies officielles ? La question vaut la peine d'être posée. À Québec d'y répondre.



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

« De plus en plus en désaccord avec l'idéologie de mon parti... »

JAMES M. JEFFORDS

Nous publions ici de larges extraits du discours qu'a prononcé le sénateur James M. Jeffords, jeudi, en annonçant qu'il quittait le Parti républicain pour siéger comme indépendant.

À cours des dernières semaines, j'ai eu à faire face à une décision extrêmement difficile à prendre. C'est une décision que je considère très lourde sur le plan personnel en raison de ses conséquences sur le Sénat et sur la nation.

Je me suis demandé si je devais continuer à faire partie du Parti républicain. C'est une question que j'ai abordée avec beaucoup de sérieux, et j'en ai longuement discuté avec les membres de ma famille et quelques-uns de mes proches conseillers. J'ai été républicain toute ma vie, et j'ai passé douze années à servir mon parti. L'année dernière, à l'automne, j'ai tenté d'être réélu en tant que républicain, et l'idée de changer de parti ne m'avait pas encore effleuré l'esprit.

J'ai débuté ma carrière politique en ayant George Aiken, Ernest Gibson, Ralph Flanders, et Bob Stafford comme exemples. Aujourd'hui, on ne se souvient probablement plus de leurs noms qu'à l'intérieur du Vermont, mais il est bon de souligner que chacun de ces hommes a servi l'État du Vermont à titre de sénateur républicain au cours du vingtième siècle.

Je suis devenu républicain d'abord et avant tout en raison des principes fondamentaux que défendaient ces républicains et plusieurs autres d'entre eux. Ils défendaient la modération, la tolérance et la responsabilité financière. Leur parti, notre parti, était celui de Lincoln.

Bien sûr, les membres du Parti républicain du Vermont avaient parfois leurs différents. Toutefois, même nos dirigeants les plus conservateurs étaient, à plusieurs égards, progressistes. À titre d'exemple, Deane Davis, notre ancien gouverneur, a été le maître d'œuvre de la loi 250, laquelle garantissait la conservation de notre patrimoine naturel. De plus, Calvin Coolidge, notre trentième président, parlait avec fierté de la volonté qu'ont les gens du Vermont à se serrer les coudes.

Aiken, Gibson, Flanders et Stafford étaient tous des Républicains, mais ils étaient avant tout des citoyens du Vermont. Ils l'ont prouvé en exprimant leur opinion haut et fort, et en veillant au respect de nos principes fondamentaux.

J'ai tâché de suivre leur exemple au cours des vingt-six dernières années que j'ai passées à Washington, d'abord à la Chambre des représentants et tout récemment au Sénat. Malheureusement, je ne peux plus en faire autant.

Je me sens de plus en plus en désaccord avec les idéologies de mon parti. Plusieurs des membres qui forment le Parti républicain ont des idées plus conservatrices que moi. Étant donné les changements que subit présentement le parti, les dirigeants et moi avons du mal à s'entendre.

Je crois que le faible résultat obtenu par le parti

aux élections a fait naître, en quelque sorte, le dilemme auquel je fais face présentement au sein de mon parti.

Dans le passé, lors de réunions informelles, les différentes divisions du Parti républicain avaient la liberté de débattre des opinions et de participer à l'élaboration de l'ordre du jour. L'élection du président George W. Bush a changé tout cela. Nous n'avons pas un système parlementaire. Néanmoins, des gens comme moi, à qui l'on a confié des postes décisionnels, se doivent d'épauler entièrement le président.

Or, je me sens de plus en plus déchiré entre mes convictions et celles du président. Les personnes qui ne me connaissent pas ont pu croire que je prenais plaisir à résister à l'adoption du budget ou que j'appréciais l'attention médiatique que cela a pu m'apporter. Rien n'est plus faux. Il est vrai que j'avais de sérieuses réserves concernant plusieurs aspects du budget et les conséquences qu'il pouvait avoir sur l'avenir des citoyens américains.

Après mûre réflexion, je ne peux que constater que mes divergences d'opinion n'iraient qu'en augmentant si je restais au sein du parti. Je suis en profond désaccord avec le président sur des questions aussi cruciales que les choix fondamentaux, les décisions concernant le système judiciaire et les finances, la défense antimissile, l'énergie et l'environnement, pour ne nommer que celles-ci.

La question qui me touche le plus profondément est celle de l'éducation. Je viens du même État que Justin Smith Morrill, le sénateur à qui l'on doit l'implantation du programme de bourses universitaires aux États-Unis. Son parti s'est débattu pour que tous les Américains aient la même chance d'obtenir une éducation et pour instaurer un système d'écoles publiques efficace. Malheureusement, plusieurs en mesurent aujourd'hui la réussite en fonction du nombre d'étudiants inscrits dans des écoles privées.

Je quitte le Parti républicain et je siégerai dorénavant en tant qu'indépendant afin de rester fidèle à l'idéologie de l'État du Vermont. Je le fais également pour respecter les principes que je m'efforce de défendre depuis toujours. À la suite de mon départ, les démocrates reprendront le pouvoir du Sénat. Je discuterai avec eux de la marche à suivre en vue cette réorganisation dès que le projet de loi sur l'impôt aura été envoyé au président.

Mes collègues, dont je considère plusieurs comme des amis de longue date, auront peut-être du mal à comprendre et à accepter ma décision. À mon grand regret, plusieurs partisans seront déçus, et certains membres de mon effectif devront s'adapter aux changements à venir. Cette décision me soulage la conscience, mais me pèse maintenant sur le cœur.

Certes, le nom de mon parti a changé, mais mes convictions demeurent les mêmes. En effet, ma décision appuie les principes sur lesquels j'ai fondé ma carrière. J'ose espérer que les citoyens du Vermont accepteront mon geste et que, éventuellement, mes collègues le comprendront à leur tour. En terminant, je suis tout à fait convaincu d'avoir pris la bonne décision.



Le sénateur James M. Jeffords, du Vermont, a annoncé jeudi qu'il quittait le Parti républicain pour siéger comme indépendant.

PHOTO AP

FORUM



Joe Clark, Jean Chrétien et Stockwell Day lors du débat des chefs en novembre dernier.

La droite en crise

Bien installé sur la route du pouvoir, le gros camion rouge libéral est-il indélogeable ?

JEAN PARÉ

L'auteur est l'ancien éditeur de l'Actualité.

L'Alliance apparaît de plus en plus comme une aventure régionale sans lendemain, une sorte de dotcom de la politique. La foi rend aveugle, soit, mais Stockwell Day croit-il vraiment que son parti, nommé de plus en plus curieusement Alliance, puisse jamais prendre le pouvoir ? Ébrécher le moindrement la citadelle libérale ontarienne, ou conquérir un seul siège dans un Québec partagé entre deux votes ethniques ? Même renforcer ses positions dans l'Ouest ?

Ou le Messie au *wet suit* a-t-il simplement pris goût, comme d'autres, aux vanités de la vie parlementaire et aux avantages de l'inutilité et de l'insignifiance ?

On comprend mal que Stockwell Day n'ait pas tiré la conclusion que son avenir politique est un parachute.

Le rejet par l'Alliance de ce curieux « Organisme génétiquement modifié » que l'on a substitué l'an dernier au pape Preston Manning, les 20 ans d'errance de Joe Clark dans le désert, la mission suicide de Jean Charest, toutes ces péripéties amènent certains à se demander encore une fois, ces jours-ci, pourquoi « la droite » est incapable de s'organiser pour arracher aux libéraux un pouvoir qui semble devenu héréditaire.

Il y a à cela plusieurs raisons : l'Effet Camion rouge, le Syndrome Hygrade, mais d'abord et surtout la malformation congénitale de « la droite ».

Pourquoi les guillemets ? C'est qu'au Canada, la droite n'existe pas. C'est une abstraction, une catégorie artificielle dessinée pour la commodité des politologues. On réunit en effet sous ce vocable une collection bigarrée de tendances, de mouvements, de coups de tête, qui n'ont en commun que le mécontentement. Conservateurs classiques, droite économique, droite religieuse... « wannabe americans » disciples de Newt Gingrich, nostalgiques du libéralisme classique, néo et ultra-libéraux, militants anti-avortement, lobby des armes à feu, nostalgiques de la peine de mort, etc. Qu'ont en commun les « rednecks » et les « red tories » ? Les souverainistes québécois, et les anti-Ottawa d'Alberta ? Les conservateurs des Maritimes et les propagandistes du Sénat 3E (élu, égal et efficace) ? Les pro-vie et pro-peine capitale et les conservateurs qui s'y opposent ? Les villes qui ont obtenu l'enregistrement des armes à feu, et les régions où l'on compte le 12 et la 3030 pour des libertés fondamentales ?

On ne fera pas prier tous ces fidèles, toutes ces sectes dans le même temple. Pendant ce temps, dans la basilique oecuménique multiculture libérale...

Presque tous les automobilistes ont vécu ce cauchemar : sur une route de montagne sinueuse, vous désespérez de jamais réussir à dépasser un colossal semi-remorque qui ahane dans les montées, accélère dans les descentes, chevauche joyeusement la ligne blanche dans les courbes. Pire, il vous est peut-être même arrivé de croiser un de ces poids-lourds qui vous arrive dedans au beau milieu de la route ! Reste... le fossé. Fossé plein de carcasses de partis politiques, CCF, NPD, tories, crédit social québécois, celui de l'Est... Et même le Bloc, camion en apparence intact, mais qui n'a

d'autre utilité que celle des remorques parquées en bordure des routes pour afficher quelque commerce en contravention des lois sur l'affichage.

Le camion est rouge, bien entendu ! Il roule au milieu de la route, sur la ligne blanche, par pure stratégie, pour ne laisser de place ni à gauche ni à droite. Pis, il zigzague, tirant tantôt à droite, tantôt à gauche, selon la conjoncture, le dernier sondage, le dernier drame. Mieux, dans cette église, on a comme jadis des confesseurs pour tous les goûts. Du Jésuite et du Dominicain. Du rigoriste et du complaisant. Le Saint-Esprit a deux ailes, une droite et une gauche, toutes deux mènent au ciel. Paul Martin, tenant de l'orthodoxie fiscale et financière, assaisonnée quand même à l'exécration prudente des banques, cohabite pacifiquement avec des activistes qui rêvent de nouveaux programmes de subventions, l'oeil sur les prochaines élections. Un populiste comme Brian Tobin peut se permettre d'entretenir des rêves aussi ambitieux qu'un moraliste comme Allan Rock. Attentif à n'encourager ni les fanas des réformes constitutionnelles ni les tenants du *one people, one Canada, one language*, le parti accueille autour de ses blocs constituants canadien-français et ontarien, comme jadis l'empire romain, les confettis de la mosaïque culturelle.

Le semi-remorque libéral fait du transport généraliste. Les autres camionnettes politiques font de la livraison spécialisée : socialisme, social-syndicalisme, ultra libéralisme, ressourcement chrétien, indépendance...

On peut faire cohabiter des intérêts dans un parti, parfois des théories et des idéaux. Pas des idéologies. En démocratie, les tendances dogmatiques, à gauche comme à droite, sont des vellétés de non-gouvernement ; elles ne peuvent constituer un centre de gravité. Surtout dans un pays comme le Canada, biculturel, multiethnique, à la fois continent et collection de régions lointaines, le pouvoir appartient aux partis polyvalents, multiformes, capables de tolérer des tendances diverses, voire opposées, réunies autour d'intérêts communs.

Presque tous nos gouvernements sont des coalitions : au Québec, le bloc nationaliste, se déplaçant tantôt à droite (Duplessis) tantôt à gauche (Révolution tranquille), ou servant de point de ralliement à tous ceux qui craignent pour la survie de la culture française, fait et défait les gouvernements. À Ottawa, la coalition libérale est devenue une sorte de parti unique, ancré naguère autour du Québec, aujourd'hui autour des intérêts du Centre du Canada, qui utilise le Parti libéral pour combattre les périls jumeaux du séparatisme québécois et de l'irréductibilisme radical de l'Ouest.

Pour les partis régionaux ou idéologiques, qui pratiquent presque toujours le « one-issue politics », l'idée même de coalition est anathème. Car qui dit coalition dit consensus, que Margaret Thatcher, peu portée sur les concessions, décrivait comme « un processus d'abandon de toute croyance, de tout principe, de toute valeur et de toute politique... une chose à laquelle personne ne s'oppose et à laquelle personne ne croit ».

Le consensus suppose, en effet, que l'on renonce à beaucoup de ses rêves, pour faire triompher quelques principes et objectifs fondamentaux. Pas davantage. C'est d'ailleurs une condition du bon fonctionnement des démocraties, où plus le consensus s'agrandit, plus il s'amincit, comme la confiture sur la tartine. Au bout du compte, il

suffit pour se maintenir au pouvoir d'une dose acceptable d'éthique, d'une fiscalité raisonnable, de programmes populaires. D'un spectre idéologique assez universel pour s'adapter à l'air du temps et aux humeurs de la foule. Et d'une idée forte qui serve de drapeau... Tout cela peut sembler opportuniste, arriviste, singulièrement dépourvu de principes, mais évite aussi bien des aventures et des crises.

À l'Effet Camion rouges s'ajoute son corollaire, le syndrome Hygrade. Plus un parti a du succès, plus il attire de membres, de candidats représentatifs capables d'aller chercher le vote, de mandarins ambitieux... Et de fonds ! Le consensus libéral s'est concentré autour de quelques idées simples et fortes : le nationalisme canadien, l'unité du pays, l'assurance-maladie gratuite, l'alliance américaine, la péréquation et l'aide des provinces riches aux pauvres. Juste ce qu'il faut pour qu'un vote contre les libéraux soit un vote masochiste ! Bien des individus et des groupes ont réalisé qu'il leur est plus facile d'influencer les politiques et les lois de l'intérieur du parti au pouvoir que dans l'opposition.

En un résumé célèbre : « Plus de gens en mangent parce qu'elles sont plus fraîches, et elles sont plus fraîches parce que plus de gens en mangent... »

Inversement, plus un parti est étroit, plus il est l'expression d'un mécontentement passager ou régional, plus il est un parti de nuisance, moins il a de chances de prendre le pouvoir, moins il attire de membres, d'électeurs, de candidats, de penseurs.

Faut-il conclure que le camion rouge est indélogeable ? Qu'il est devenu « institutionnel », comme le célèbre parti mexicain du même nom (PRI) ? Et que fors une catastrophe économique, une agression militaire, un désastre écologique, il restera au pouvoir indéfiniment ? Tant que la démographie de l'Ouest ne changera pas le rapport de forces, tant que le Québec jouera les spectateurs, laissant les 103 députés ontariens (dont 100 libéraux) gouverner seuls et le Parti libéral et le Canada, oui, les libéraux seront au pouvoir. Sans l'émergence d'un leader crédible capable

de réaliser une nouvelle grande coalition, l'état de fait actuel est permanent.

Cela signifie-t-il que le Canada connaît un régime sans opposition ? Non. La Constitution du pays, devenue inamendable depuis 1982, ne change pas, mais la réalité politique s'adapte. L'Opposition s'est déplacée. Elle n'est plus au Parlement. Elle n'est plus à Ottawa. Elle se trouve dans les capitales provinciales. Dans le nouveau régime politique canadien, le pouvoir est à Ottawa, l'opposition à Québec, à Toronto, à Calgary. Les Harris et Klein offrent bien plus de résistance, même inefficace, au gouvernement central que les députés de l'opposition. Et si la guerre au pouvoir central et la défense des droits et responsabilités des provinces n'était pas susceptible d'apparaître à beaucoup comme un appui aux « séparatistes » québécois, cette tendance apparaîtrait encore plus évidente. La meilleure chance d'un nouveau leadership politique repose peut-être dans la création d'un parti des droits des régions, tout comme le Parti républicain américain est devenu le parti des « states rights ». Évidemment, l'absence du Québec, et le radicalisme idéologique de l'Ouest, sont les obstacles majeurs à cette évolution, et ne font que renforcer l'Ontario et le pouvoir fédéral.

+

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Un système malade

Comme on pouvait le lire dans la récente série de notre collègue Alexandre Sirois, l'une des principales raisons alléguées par les cardiologues qui quittent le Québec, c'est qu'ils n'opèrent pas assez.

Tout de suite, certains verront là un signe de cupidité, puisqu'il est évident que plus on opère, plus le revenu augmente. Mais on aurait tort de s'arrêter à la considération pécuniaire, car la sous-utilisation des chirurgiens est un problème de santé publique.

C'est facile à comprendre. Un chirurgien qui n'opère pas assez ne fait pas ce pour quoi il a été formé, il n'atteint pas son niveau optimum d'efficacité. À la limite, il risque même de « perdre la main ».

C'est exactement comme un ébéniste qui ne fabriquerait que deux ou trois armoires par année, comme un journaliste qui n'écrirait que quelques entrefilets ici et là, comme un professeur qui n'aurait presque jamais l'occasion de s'adresser à une classe. Bref, on a beau avoir en tête tout un savoir théorique, il reste qu'en médecine comme dans n'importe quel autre domaine, c'est en forgeant qu'on devient forgeron.

Le Dr Yves Leclerc, ancien directeur de l'Institut de cardiologie de Montréal qui pratique maintenant à Toronto, parlait pour ses collègues lorsqu'il disait à *La Presse* que sa plus grosse frustration, au Québec, c'était « le fait de savoir que tu as du potentiel mais que tu ne peux pas t'en servir. Je sais que je peux faire huit cas par semaine sans même être fatigué. » À Toronto, il opère toute la semaine. À Montréal, il arrivait que sa semaine se termine... le mardi midi ! Manque de lits, manque d'infirmières, manque d'argent ou d'équipement... « Au Québec, il y avait toujours des barrières ».

Or, toutes les statistiques montrent qu'en cardiologie comme dans les autres spécialités, la qualité des soins est étroitement reliée à la fréquence des interventions. Un récent rapport de l'Institut canadien d'information sur la santé montrait que les patients traités dans des hôpitaux qui effectuent moins de 500 pontages par année courent 39 % plus de risques de mourir à l'hôpital. La très mauvaise performance du Québec, à ce chapitre, s'explique en partie par le fait que 47 % des pontages sont pratiqués dans des hôpitaux qui effectuent moins de 500 pontages par année (c'est le cas de seulement 4 % des pontages effectués en Ontario).

Tous les pays utilisent cet indicateur. En France, par exemple, une équipe nationale de chercheurs dont la crédibilité est reconnue publie chaque année la liste des hôpitaux les plus (et les moins) performants sous l'angle de la qualité des soins. Or, dans toutes les spécialités, qu'il s'agisse d'obstétrique ou de neurochirurgie, le volume des interventions est capital.

■ ■ ■

Pendant longtemps, la différence culturelle a servi de digue pour empêcher l'exode des médecins francophones du Québec. Ce temps-là est terminé.

Quatre des cinq cardio-chirurgiens de l'hôpital St-Michaels, à Toronto, sont des Québécois (et le cinquième a travaillé au Québec, donc il aurait pu rester ici s'il avait pratiqué dans des conditions acceptables).

Cette semaine, la journaliste Michelle Coude-Lord rapportait que l'an dernier, le Québec a perdu 160 médecins au profit des États-Unis et des autres provinces, dont 90 spécialistes. C'est 35 de plus qu'en 1998, et cela ne tient pas compte de la démotivation qui ne fait pas les manchettes, celle par exemple qui a poussé des médecins du CHUM à aller pratiquer dans des petits hôpitaux où la pratique est moins décourageante.

(Un exemple entre bien d'autres, j'entends dire l'autre jour que le département destiné aux « grands brûlés », qui a longtemps fait la fierté de l'Hôtel-Dieu, est pratiquement démantelé, à cause du mauvais climat de travail causé par la pénurie de ressources.)

Le gaspillage est insensé : la formation d'un médecin coûte 213 539 \$ et celle d'un spécialiste, le double. Le pire, c'est que ces médecins formés ici selon les meilleurs critères nord-américains sont remplacés par des médecins venant de pays moins développés, à qui le Collège des médecins, face à la pénurie galopante, se résout à octroyer des permis restrictifs.

■ ■ ■

La tentation stalinienne serait de forcer les diplômés québécois à pratiquer ici, mais ce genre de solution, outre qu'elle serait indigne d'une démocratie, ne marcherait même pas. Les jeunes échapperaient à l'embrigadement en allant étudier ailleurs.

■ ■ ■

Devant la dégradation des conditions d'exercice de la médecine, on croirait que le ministre Trudel n'aurait rien de plus pressé que d'éliminer les nombreuses mesures qui ont eu pour résultat d'écœurer deux générations de médecins québécois, et de préparer la relève en augmentant le nombre de places dans les facultés de médecine et en faisant en sorte que la médecine redevienne une profession attirante.

Au contraire, il entend profiter de sa réforme des régies régionales pour pénaliser les médecins qui oseraient pratiquer là où le MSS estime qu'il y a « trop de médecins », et tant pis si les besoins augmentent et si ces médecins débordés et vieillissants ne prennent plus de nouveaux vicieux. Autre trouvaille du ministre : des « contrats de performance » qui inciteraient les hôpitaux à faire encore plus d'économies budgétaires, et qui donc ne feront qu'empirer le climat de travail... La guérison du système n'est pas pour demain.

LA COLLECTION IDOMO

Rien à payer

À l'achat de n'importe quel meuble en stock. Il s'agit d'une occasion spéciale vous permettant d'acquérir dès maintenant les meubles que vous désirez pour embellir votre foyer et de ne les payer qu'un an plus tard. Pour passer un printemps et un été des plus agréables, profitez de cette offre temporaire et payez plus tard! *Sous réserve de l'approbation de votre crédit. (Offre limitée dans le temps. Taxes et frais de livraison en sus. Plus de détails en magasin.) *Gerrit*



8006 Unité murale
162Lx48Px186Hcm
Fini érable ou fini hêtre
399⁹⁵
ord. 499,95



Chambre à coucher
Fini érable

799⁹⁵
ord. 1249,80

Comprend un lit queen, commode double, table de chevet et commode pour homme. (matelas en sus)



idomo
INTERNATIONAL

VILLE ST-LAURENT (514) 735-6425
9090 boul. Cavendish (Autoroute 40 et Cavendish)
Lun. à Mer. 10 h - 18 h Jeu., Ven. 10 h - 21 h
Sam. 9 h - 17 h ; Dim. midi-17 h

avant **un an!***

Une salle de mariage s'effondre à Jérusalem : au moins 24 morts et 300 blessés

YOAV APPEL
Associated Press

JÉRUSALEM — En pleine vague d'attentats en Israël, l'effondrement accidentel d'un immeuble lors d'un mariage est venu endeuiller Jérusalem, jeudi soir : au moins 24 personnes ont été tuées et plus de 300 autres blessées lorsque le plancher de la salle de réception s'est dérobé sous les pieds des convives, qui sont passés à travers les étages inférieurs de l'édifice.

Selon la police, le propriétaire de l'immeuble, un entrepreneur, un architecte et un ingénieur du bâtiment ont été interpellés. Les enquêteurs soupçonnent une malfection, d'après la télévision israélienne. L'immeuble n'était pas conforme aux normes de sécurité et des piliers de soutènement avaient été retirés pour gagner de la place, mais aussi de l'argent.

Une bande vidéo tournée au moment du drame par un des convives, diffusée sur les chaînes de télévision israéliennes et du monde entier, a montré le terrible spectacle de centaines de personnes disparaissant dans un trou béant, en l'espace d'une seconde.

Le premier ministre israélien Ariel Sharon, qui s'est rendu sur place, a adressé ses condoléances aux familles des victimes. Il a aussi annoncé qu'il convoquerait mardi une réunion de son cabinet pour évoquer la mise en place d'une commission d'enquête officielle afin de déterminer les causes de ce drame.

Vingt-quatre corps, dont celui d'un enfant de trois ans, ont été dégagés hier des ruines du bâtiment, situé dans le quartier de Talpiot (sud de Jérusalem). Cinq cadavres ont été retrouvés autour d'une table et un couple était encore enlacé, selon Yehuda Meshi Zahav, chef d'un groupe de secouristes volontaires.

Des centaines de secouristes, aidés de chiens, fouillaient encore hier, parfois à la main, l'amas de décombres.

Une partie de la façade du bâtiment est demeurée intacte avec le nom de la salle de réception, les Salons Versailles, encore inscrit en lettres lumineuses bleues au troisième et au dernier étage. Des soldats coiffés de casques jaunes tentaient de soulever avec des bulldozers et des grues les plus gros blocs de pierre ou de métal dans le cratère obscur creusé sous le choc, mais la structure était très instable.

D'après les sauveteurs, les recherches d'éventuels rescapés vont se poursuivre encore quatre ou cinq jours.

La noce réunissait entre 580 et 600 invités et de 50 à 55 serveurs, selon le général Gabi Ofir, responsable des opérations de secours, qui a précisé que 309 personnes avaient été hospitalisées.

Les jeunes mariés, Assi et Keren Srur, figurent parmi les blessés. Si le jeune homme a pu quitter l'hôpital, son épouse, atteinte à la hanche et au torse, risque de devoir subir une intervention chirurgicale, selon les médecins.

Les autorités ont exclu la possibilité d'un attentat et parlé d'un défaut dans la construction du bâtiment. Le ministre de la Sécurité publique Uzi Landau a annoncé la formation d'une commission d'experts qui sera chargée de déterminer la cause de l'accident.

D'après les premières informations disponibles, des travaux avaient récemment été réalisés dans l'immeuble construit en 1986 : plusieurs piliers venaient d'être supprimés pour agrandir la salle de réception et le plancher a été refait.

Le maire de Jérusalem Ehoud Olmert a déclaré avoir constaté des faits qui le « troublent beaucoup ». Il n'a pas fourni de détails mais a laissé entendre qu'une enquête criminelle serait nécessaire. Selon la deuxième chaîne de télévision israélienne, une des personnes interpellées a envoyé jeudi soir un employé à la mairie de Jérusalem pour tenter de subtiliser des documents liés à la construction de l'immeuble. La police n'a pas commenté cette information.

Le plancher s'est écroulé alors que les convives venaient d'entamer la danse traditionnelle des mariages juifs, après avoir salué le père du marié, Tsion Srur, porté en triomphe sur une chaise. Sur son lit d'hôpital, Amir Lipski, 47 ans, a raconté vendredi que chacun s'est mis à danser en tapant du pied. « On pouvait sentir le rythme sur le sol », a-t-il expliqué. « Et puis tout à coup j'ai senti que tout s'effondrait. Un trou s'est formé sous nos pieds et je suis tombé ».

Les plafonds des étages intérieurs ont cédé successivement. Amir et son épouse, serrés dans les bras l'un de l'autre, ont fait une chute de 30 mètres pour atterrir sur une pile de gravats, sous une table qui leur est tombée dessus.

Amir Lipski s'en est sorti avec plusieurs côtes cassées et des coupures à la tête et aux épaules. Son épouse, grièvement blessée à la tête, a été admise en soins intensifs.

2962372A

2958721

ACTUALITÉS

La forteresse britannique

À deux semaines du scrutin, les deux grands partis durcissent le ton à l'égard des réfugiés

ISABELLE HACHEY
LA PRESSE À LONDRES

DOUVRES, Angleterre – Les falaises blanches de Douvres, au bord de la Manche, ont longtemps fait de l'île britannique une forteresse imprenable. C'était bien avant l'Eurotunnel, qui relie désormais le pays au continent. C'était du temps des croisades. Des conquêtes. De l'empire sur lequel le soleil ne se couche jamais.

Les falaises crayeuses sont toujours là, immuables. Mais les temps, eux, ont bien changé. Sheila Farrell, une Anglaise pure laine de 65 ans, constate avec regrets que la forteresse se lézarde, dans sa petite maison de Douvres abondamment décorée de bibelots, de dentelles et de fleurs artificielles.

« La vie n'est plus la même à Douvres », dit celle qui est devenue une personnalité locale en s'opposant furieusement à l'immigration en Grande-Bretagne. « Ce qu'il faut, c'est fermer la porte aux réfugiés. Envoyer un message clair au reste du monde que nous n'en voulons plus ! »

Le nombre de demandeurs d'asile a plus que doublé sous le gouvernement de Tony Blair, passant de 32 500 en 1997 à un record de 76 000 l'an dernier. À deux semaines des élections générales, les deux principaux partis durcissent leurs positions et promettent d'être fermes à l'égard des réfugiés dans l'espoir de plaire aux électeurs. L'enjeu est chaud partout au pays. À Douvres, il est brûlant.

Désormais, c'est par centaines que les demandeurs d'asile s'échouent sur les rives de la petite ville portuaire de 30 000 habitants. Ils ont d'abord fui la guerre des Balkans. Puis, les tziganes d'Europe de l'Est ont pris la route vers l'Eldorado britannique. Aujourd'hui, ils arrivent surtout d'Afghanistan, d'Irak et du Sri Lanka.

Plusieurs vendent tout ce qu'ils possèdent pour entreprendre le long et périlleux voyage. Ils se cachent dans des cargos ou des remorques. Les plus audacieux — ou désespérés — se faufilent sous les wagons du train Eurostar et traversent la Manche à quelques centimètres des rails.

À Douvres, le choc culturel a été terrible. « Nous n'avions jamais eu de communauté ethnique. Les gens ne s'arrêtaient pas ici, ils passaient leur chemin. Nous n'étions pas habitués à la vie multiculturelle et nous ne savions pas quand le flot prendrait fin », dit Gwyn Prosser, député travailliste du comté.

Les tensions raciales ont culminé à l'été 1999. Après deux nuits de violences entre jeunes « locaux » et tziganes, le gouvernement a entrepris de calmer le jeu en dispersant les réfugiés aux quatre coins du pays. Depuis, ils ne sont plus que 500 à Douvres. Mais 500 étrangers qui dérangent. Les violences ont fait place à la méfiance et à l'incompréhension. Et aux rumeurs les plus folles.

« On dit que le gouvernement leur achète des voitures ou qu'ils peuvent avoir plus de nourriture s'ils prouvent qu'ils ont des chats. C'est complètement ridicule, mais malheureusement, plusieurs personnes sont enclines à croire ce genre de choses », dit Annie Ledger, directrice de Migrant Helpline, une ONG qui accueille les réfugiés dans le port de Douvres.

« Très peu de gens ont des contacts directs avec les demandeurs d'asile. Ils ont de la difficulté à s'imaginer que les réfugiés ont vécu des tragédies dans leur pays. Ils voient des groupes d'hommes dans les rues, et tout ce qu'ils en savent, c'est ce qu'en disent les politiciens et les médias, qui sont souvent très négatifs. »

Négatif. Le mot est faible. L'éditeur du *Dover Express*, Nick Hudson, s'est plaint dans un éditorial de ces « déchets humains ». Dans un autre article, le journal s'indignait du fait qu'une tzigane vendait son corps pour le prix d'une pomme de terre.

La campagne de l'hebdomadaire local était si virulente que la police du comté lui a demandé de modérer ses ardeurs. Et de corriger les allégations qui rendaient faussement les réfugiés responsables de la hausse de la criminalité dans la région.

Un enjeu électoral

Élu avec une confortable majorité en 1997, Gwyn Prosser reconnaît que l'enjeu le plus sensible de la campagne électorale risque de lui coûter son siège lors du scrutin du 7 juin. Son adversaire, le candidat conservateur Paul Watkins, a fait de l'éradication des « faux demandeurs d'asile » son principal cheval de bataille.

Les Nations-Unies ont supplié les travaillistes et les conservateurs de cesser de faire des réfugiés un thème central de la campagne électorale. « Ce sont des tactiques électorales très dangereuses », a prévenu une représentante de l'ONU. En effet, à Douvres, la rhétorique des politiciens contribue largement à envenimer les choses.



À Calais, la police française met la main sur des réfugiés qui tentaient de gagner le port de Douvres, le 6 décembre dernier. C'est par centaines que les demandeurs d'asile s'échouent sur les rives de Douvres, petite ville portuaire de 30 000 habitants. Pour les résidents, le choc culturel est terrible.

À en croire M. Watkins, la ville est en sérieux déclin depuis l'arrivée des réfugiés : « Les propriétés ont été dévaluées du tiers. Dans les rues, on ne voit plus que des pancartes de maison à vendre. Le tourisme a été durement affecté parce que l'image de Douvres a changé. Le commerce est aussi en difficulté, parce les habitants des environs ne viennent plus magasiner à Douvres, ils ont peur des groupes de réfugiés qui traînent au centre-ville. »

M^{me} Ledger dit pourtant que le tourisme a été surtout affecté par la construction d'une nouvelle route qui évite désormais le centre-ville de Douvres. Selon elle, les propriétaires des chambres d'hôtes de la rue principale ont été plus qu'heureux d'accueillir des familles de réfugiés, qui ont donné un second souffle à leurs entreprises périlantes. Mais M. Watkins réplique que la présence des réfugiés « modifie le caractère du quartier ».

La semaine dernière, les habitants de Douvres ont eu droit à la visite du chef conservateur, William Hague, qui leur a promis une solution radicale pour nettoyer les rues de leur ville : une fois au pouvoir, il créera des centres de détention où les demandeurs d'asile seront enfermés jusqu'à ce que leur dossier soit complété — un processus bureaucratique qui s'étire en moyenne sur 14 mois. Ceux qui se buteront à un refus seront expulsés illico.

Les opposants politiques et les groupes de soutien aux réfugiés ont unanimement condamné la proposition conservatrice, soulignant que d'emprisonner les demandeurs

d'asile était contraire à la Charte des droits et libertés.

« Je pense qu'ils seront prêts à accepter ces camps, puisqu'ils seront beaucoup mieux là que dans leur pays », rétorque M. Watkins, qui hésite entre un baraquement militaire déserté et une ancienne prison pour « loger » les réfugiés de son comté.

M. Prosser se dit « mal à l'aise comme politicien mais surtout comme être humain » face à la tournure du débat sur les réfugiés de Douvres. Mais en pleine campagne électorale, le Parti travailliste a lui-même durci ses positions devant l'afflux « massif » d'immigrants au pays.

Le ministre de l'Intérieur, Jack Straw, a notamment promis d'instaurer un plafond limitant le nombre de demandeurs d'asile en Grande-Bretagne. « Il y a une limite au nombre de postulants, même sincères, que nous pouvons accepter », a dit le ministre.

La terre d'abondance

Le révérend Norman Setchell croyait s'installer dans un « port tranquille d'Angleterre » lorsqu'il a été transféré à Douvres, il y a quatre ans. Une semaine plus tard, un premier réfugié du Kosovo frappait à sa porte. Depuis, des centaines de demandeurs d'asile se sont réunis dans un local de son église, spécialement aménagé pour eux. Avec ses modestes moyens, le révérend leur offre un peu de nourriture, des vêtements, des cours d'anglais.

Mais M. Setchell se sent bien seul. « Je suis très déçu qu'après tout ce temps, il n'y ait pas davantage de groupes de soutien pour

les réfugiés à Douvres. Cela illustre le fait que, bien que les gens disent ne pas avoir de préjugés, ils ne sont pas prêts à ouvrir leurs portes », dit-il.

Sabah Naji, un Irakien chiite qui a fui le régime de Saddam Hussein il y a maintenant cinq ans, en sait quelque chose. L'homme de 45 ans affirme avoir récemment été attaqué par trois jeunes habitants de Douvres. « Nous ne pouvons pas marcher seuls le soir. Ils peuvent nous sauter dessus n'importe quand. Nous nous déplaçons toujours en groupe de deux ou trois, c'est plus sûr. »

De son côté, Sheila Farrell organise des pétitions pour débarrasser sa ville de « ces gens qui vivent aux crochets des payeurs de taxes ». Elle distribue des dépliants intitulés « Douvres, terre d'abondance », sur lesquels figurent « 33 raisons pour renvoyer les réfugiés et fermer la porte ». M^{me} Farrell s'est même rendue au 10, Downing Street avec 1400 signatures en poche.

« Je ne suis pas raciste, mais l'île est si petite... Si cela continue, nous serons cordés comme des poules ! » dit celle qui votera, sans surprise, pour M. Watkins.

Le candidat conservateur en rajoute : « Le nombre de nationalités qui veulent s'établir au pays excèdent de beaucoup les relations traditionnelles entre la Grande-Bretagne et ses anciennes colonies. Je ne savais pas que nous entretenions de grandes relations avec l'Irak ! », laisse-t-il tomber, oubliant sans doute que pendant l'entre-deux-guerres, le pays de Saddam Hussein a fait partie du glorieux empire britannique...

GRÂCE À LA FONDATION LES AILES DE LA MODE, COUREZ LA CHANCE DE GAGNER

LA MAISON DE RÊVE LES AILES DE LA MODELa Maison de Rêve est située au Parcours du Cerf de Longueuil et pourra être visitée entre le 1^{er} juin et le 1^{er} octobre 2001.**Billets disponibles chez nos partenaires/vendeurs ou par téléphone en composant le (514) 524-6060.**

FILLERBOX

En collaboration avec



FILLERBOX

MONDE

Premier succès de Fox contre les politiciens corrompus

ANDRÉ BIRUKOFF
Agence France-Presse

MEXICO — Le gouvernement du président mexicain Vicente Fox a enregistré un premier succès dans sa lutte contre les politiciens corrompus avec l'arrestation d'un ex-gouverneur soupçonné de trafic de drogue et qui avait réussi pendant deux ans à échapper à la justice.

Mario Villanueva Madrid ex-gouverneur du Quintana Roo (péninsule du Yucatan) a été arrêté

jeudi soir dans sa voiture, à Cancun la principale station balnéaire mexicaine de la côte Caraïbe, en compagnie de son chauffeur et d'un ami. Villanueva, qui n'a opposé aucune résistance, a été transféré hier matin dans une prison de haute sécurité près de Mexico.

Surnommé « El Chueco » (Le Tordu) dans une allusion aussi bien à ses pratiques douteuses qu'à son visage à moitié déformé par une paralysie faciale, Villanueva avait pris la fuite à la fin de mars 1999 quelques jours à peine avant la fin de son mandat de gouverneur qui pendant six ans lui avait garanti une parfaite impunité.

L'arrestation de Villanueva « fait partie de notre tâche d'en finir avec l'impunité », n'a pas manqué de

souligner hier le président Fox, qui a ajouté : « Nous devons interpellier tous ceux qui font l'objet d'un ordre d'arrestation. »

Selon les services anti-drogue mexicains la « gestion » pendant six ans du Quintana Roo par Villanueva a transformé cet État en véritable plaque tournante pour le trafic de stupéfiants, en particulier la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud.

Dans le même temps, la station balnéaire de Cancun, célèbre pour ses hôtels de grand luxe, est devenue un véritable centre pour le blanchiment de l'argent sale.

Villanueva est de fait soupçonné d'avoir été non seulement le protecteur mais aussi un des chefs d'une des principales organisations

criminelles mexicaines de trafic de drogue, le Cartel de Juarez, une ville à la frontière avec les États-Unis, et les autorités disposent de nombreux témoignages de trafiquants de drogue détenus à l'appui de cette hypothèse.

L'ancien gouverneur, membre éminent du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), resté au pouvoir pendant 71 ans jusqu'à la victoire, l'année dernière, de Fox à la présidentielle, aurait d'autre part su utiliser au mieux ses nombreuses amitiés politiques.

« El Chueco » passait pour être le protégé politique de Victor Cervera Pacheco, gouverneur du Yucatan, l'État voisin du Quintana Roo, un « cacique » du PRI, considéré, entre autres, comme un spécialiste

des « magouilles » électorales.

Très attendu, le procès de Villanueva pourrait donner lieu à de spectaculaires révélations sur la corruption d'autres politiciens.

L'ex-gouverneur du Quintana Roo s'est toutefois toujours défendu d'être lié au trafic de drogue, affirmant être victime de persécutions politiques tout en menaçant ses anciens amis haut placés de faire toute la lumière sur leurs activités douteuses.

« Je ferai un scandale. Je démontrerai qui sont les vrais bandits, qui sont les méchants dans cette comédie que l'on veut me faire jouer », avait dit Villanueva dans une entrevue à la revue *Proceso*, réalisée dans la clandestinité.

La vague d'attentats atteint Bogota et menace la Copa America

JACQUES THOMET
Agence France-Presse

BOGOTA — La sanglante vague d'attentats qui frappe depuis trois semaines la Colombie a atteint hier Bogota où l'explosion d'une bombe a fait quatre morts, dont l'un des terroristes, et 23 blessés, mettant en péril la tenue de la Copa America de football en juillet prochain dans le pays andin.

À la suite de cet attentat, le président Andrés Pastrana a décidé d'annuler un voyage qu'il devait effectuer en France. Il devait quitter Bogota pour Paris hier.

Avant ce nouvel acte de violence, survenu près du stade de football El Campin à 8 h 15 locales, quatre voitures piégées avaient déjà ex-

plosé et six autres avaient été désamorçées par la police.

Après l'attentat, deux autres bombes ont été désamorçées à Bogota, l'une près de l'ambassade américaine, l'autre près du bureau du parquet général de la ville, selon la police. Les démineurs de la police ont pu intervenir à temps pour désamorcer les deux bombes, cachées dans des tubes métalliques laissés sur place par des inconnus, toujours selon la même source.

Cette succession d'attentats depuis le 4 mai dans quatre des sept villes où est prévue la Copa America, du 11 au 29 juillet, se soldait hier par un bilan de 12 morts et 197 blessés.

Aucun des attentats n'a été revendiqué mais le ministre de l'In-

térieur, Armando Estrada, a déclaré hier que les paramilitaires d'extrême droite pourraient être les auteurs de l'attentat de Bogota.

L'un des terroristes auteurs de l'attentat a été tué par sa propre bombe, a révélé le maire de la capitale, Antanas Mockus. Trois passants ont également trouvé la mort dans l'explosion et 23 autres ont été blessés sur l'avenue de Quito, selon un bilan officiel.

Une deuxième bombe a explosé quelques minutes plus tard, sans faire de victime, et une troisième a pu être désamorçée à temps, a précisé un porte-parole de la police.

Les deux explosions se sont produites près de l'Université nationale et du stade El Campin, où doit avoir lieu la finale de la Copa America le 29 juillet. La Copa, véritable

championnat des nations d'Amérique du Sud, a lieu à tous les deux ans et doit rassembler cette année les 11 pays de la région ainsi qu'un invité, le Canada. En dépit de cette vague de violence, le président Pastrana avait assuré mardi que l'épreuve, prévue dans sept villes, aurait bien lieu.

Quatre d'entre elles, Bogota, Medellin, Cali et Pereira, ont été frappées par des attentats depuis le 4 mai. Une cinquième, Barranquilla, à 1000 km au nord de Bogota, ne cesse de faire l'objet d'alertes à la bombe. Manizales et Armenia sont les deux seules villes à avoir échappé à cette véritable psychose.

Jeudi soir, deux voitures piégées avaient été désamorçées à temps à Barrancabermeja, à 450 km au nord-est de Bogota.

L'attentat le plus grave a eu pour cadre Medellin, à 430 km au nord-ouest de la capitale, le 17 mai. Huit personnes avaient été tuées et 138 autres blessées par l'explosion d'une Renault-R9.

Deux voitures piégées avaient explosé mercredi dernier à Pereira, à 318 km à l'ouest de Bogota, sans faire de victime. Un autre véhicule bourré de dynamite avait été intercepté le même jour par la police près de Zipaquirá, à 40 km au nord-est de Bogota. Son conducteur avait été arrêté et la bombe désamorçée.

Le 4 mai, l'explosion d'une voiture piégée devant l'hôtel La Torre à Calin, à 490 km au sud-ouest de la capitale, avait fait 36 blessés, dont six joueurs d'une équipe de football locale.

Venez Découvrir Le Cuir ITALIEN À Son Meilleur!



Rég: 2,248\$

SPECIAL: 1,799\$



Rég: 2,089\$

SPECIAL: 1,499\$



Rég: 2,498\$

SPECIAL: 1,799\$



Rég: 2,498\$

SPECIAL: \$1,999\$



Rég: 1,998\$

SPECIAL: 1,599\$



Rég: 2,498\$

SPECIAL: 1,999\$

DERNIERE FIN DE SEMAINE!

mobilia
à votre style . à votre portée

Mobilia et Thomasville 12 magasins dans l'Est du Canada

CENTRE-VILLE 514 848-0923 625 avenue Président Kennedy

SAINT-LÉONARD 514 253-1070 6855 rue Jean-Talon est

POINTE-CLAIRE 514 695-8880 2345 autoroute Transcanadienne

LAVAL 450 687-1447 3916 autoroute 440 ouest

NOUVELLE ADRESSE BROSSARD 450 462-1264 8505 boul. Taschereau ouest

*Détails en magasin

Milosevic a ordonné la destruction de preuves de crimes au Kosovo

d'après AFP

BELGRADE — L'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic a ordonné « la destruction des preuves » des crimes commis au Kosovo, a affirmé hier Dragan Karleusa, chef du département chargé de la lutte contre le crime organisé au ministère serbe de l'Intérieur.

« Slobodan Milosevic a ordonné à Vljako Stojiljkovic (ancien ministre de l'Intérieur) de détruire toutes les traces susceptibles de fournir des preuves que des crimes ont été commis » par les forces yougoslaves au Kosovo pendant le conflit de 1998-1999, a déclaré Karleusa, au

cours d'une conférence de presse.

Karleusa parlait de la récente révélation par la presse serbe de la découverte dans le Danube, à 250 km à l'est de Belgrade, d'un camion réfrigéré immatriculé au Kosovo et contenant une cinquantaine de cadavres, en avril 1999, pendant les bombardements de l'OTAN.

C'est la première fois qu'un représentant du nouveau pouvoir met directement en cause Milosevic.

L'ex-président et quatre de ses anciens collaborateurs, dont Stojiljkovic, sont inculpés par le Tribunal pénal international (TPI) de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis pendant le conflit serbo-albanais du Kosovo.

Les autorités de Belgrade ont refusé jusqu'à présent d'ouvrir la question de l'éventuelle responsabilité de Milosevic dans des crimes ayant marqué les guerres en ex-

Yugoslavie et de le livrer au TPI, qui le réclame avec l'appui de la communauté internationale. Elles préparent une loi sur la coopération avec le TPI censée ouvrir la voie à son procès à La Haye. Il est incarcéré depuis le 1^{er} avril sous la présomption d'abus de pouvoir et de malversations financières.

« En mars 1999, les responsables du ministère de l'Intérieur ont consacré une réunion au problème du nettoyage au Kosovo des théâtres d'opérations (militaires) afin d'enlever les victimes civiles susceptibles de faire l'objet d'éventuelles recherches du TPI », a déclaré Karleusa.

Il a indiqué que « plus de 50 cadavres, selon des témoignages » se trouvaient dans le camion, repêché selon la presse le 6 avril 1999 dans le Danube, près de Tekija. « Nous supposons que les corps provenaient du Kosovo », a-t-il dit, ajou-

tant que le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Stojiljkovic avait classé l'affaire « secret d'État ».

L'actuel ministre serbe de l'Intérieur, Dusan Mihajlovic, a déclaré de son côté que des plaintes seraient déposées « pour les délits pénaux qui seront établis par l'enquête », qui est actuellement en cours.

« Pour l'instant, il est clair qu'il s'agit de l'élimination (des preuves) d'un crime », a-t-il dit. Le ministre a ajouté que Milosevic n'avait pas encore été interrogé, « mais le sera, normalement », sur l'affaire du camion contenant les cadavres. « Nous avons d'abord enquêté sur place et tenté de reconstituer l'événement », a dit Mihajlovic. Quant au sort des corps trouvés dans le camion, il a déclaré disposer « d'indices selon lesquels ils auraient été enterrés sur un site qui reste à vérifier ».

L'affaire du camion avait été révélée au début de mai par un magazine local, *La revue criminelle de Timok*, nom de la région où se trouve Tekija. Le magazine avait notamment publié le témoignage d'un homme grenouille affirmant avoir participé au repêchage du véhicule dans le Danube.

Quelques jours plus tard, le chef de la sécurité publique de Serbie, Sreten Lukic, a ouvert une enquête sur l'affaire du camion, qui était immatriculé, selon la presse, à Pec, ville de l'ouest du Kosovo. Lukic était le chef de la police serbe au Kosovo pendant le conflit serbo-albanais de 1998-1999.

Des centaines de milliers d'Albanais avaient été chassés du Kosovo pendant les bombardements de l'OTAN. Rien qu'au Kosovo, les Albanais estiment à au moins 7000 le nombre des leurs portés disparus à la suite du conflit.

1000 soldats géorgiens se mutinent ; « inacceptable », estime Chevarnadzé

NIKOLAÏ TOPOURIA
Agence France-Presse

TBILISSI — Un millier de soldats géorgiens se sont mutinés hier près de Tbilissi pour protester contre des conditions de vie qu'ils jugent déplorables, rappelant la misère dans laquelle se débat l'armée de cette ex-république soviétique qui rêve de rejoindre l'OTAN.

Après deux heures de négociations avec les mutins, le président géorgien, Édouard Chevarnadzé, a affirmé en soirée que les soldats retranchés dans une base des troupes

du ministère de l'Intérieur dans la banlieue de Tbilissi retourneraient bientôt dans leurs casernes.

« J'ai confiance en ces gens, rien de grave ne se produira. Ils retourneront » dans leurs casernes, a affirmé Chevarnadzé, ajoutant qu'aucune poursuite ne serait intentée contre les mutins. « J'ai donné ma parole que personne ne serait poursuivi », a déclaré le président aux journalistes.

D'importantes forces encerclaient toujours hier soir la base que près de 1000 soldats mutins ont occupée après avoir quitté sans autorisation

leur champ de manoeuvre. L'armée avait été mise en état d'alerte après que plusieurs représentants des autorités, dont le ministre de la Sécurité d'État, Vakhtang Koutateladzé, eurent parlé de « tentative de coup d'État ».

« Ce n'est pas un coup d'État. Si nous avions voulu organiser un vrai coup d'État, nous nous serions dirigés vers Tbilissi et pas dans l'autre direction », a déclaré le colonel Guéorgui Kvirilachvili, qui a pris la tête de la mutinerie. « Nous sommes des militaires. Nous ne pouvons pas manifester avec des

pancartes devant le bâtiment du gouvernement et c'est pourquoi nous avons choisi cette forme de protestation », a-t-il expliqué. « Nous ne voulons pas tirer mais si on nous attaque, nous riposterons. »

Chevarnadzé, qui s'était dit « attristé » par ce comportement « inacceptable » de la part de soldats, a négocié sur place pendant plus de deux heures avec les mutins qui ont avancé des revendications d'ordre social.

Selon Chevarnadzé, « le gouvernement doit accorder plus d'atten-

tion à l'armée. Nous avons discuté de la question du versement des soldes en retard et aussi des mesures à prendre pour que les soldats aient des uniformes et soient suffisamment nourris ». Il a précisé qu'une réunion devrait avoir lieu lundi à Tbilissi entre le ministre de la Défense et les chefs de la mutinerie pour étudier leurs revendications.

« J'ai honte de regarder mes soldats dans les yeux. Ils sont affamés, sans chaussures. Pendant 12 à 14 mois, ils n'ont pas touché leur solde », a expliqué Kvirilachvili.



Libre comme l'air



0 \$

Nokia 5190
Édition spéciale Fido

> Prix courant 100 \$

> Aucun contrat à signer

Rabais de 100 \$
sur tous nos appareils

Achetez n'importe quel appareil Fido et faites activer un nouveau forfait mensuel de temps d'antenne avant le 1^{er} juillet 2001, et un rabais de 100 \$ sera porté à votre première facture.

Gratuit
3 mois de week-ends
illimités

Adhérez au Service Fido® et à son option Week-ends illimités, et profitez gratuitement de cette option pendant trois mois.

Abonnez-vous au Service Fido par téléphone et vous recevrez votre appareil par la poste.
1 866 281-FIDO (3436)



www.fido.ca

fi do LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles

- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :



**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

26 mai 2001

Page A20 manquante

Le défi de la gauche italienne : préserver les grandes villes

d'après AFP

ROME - La gauche italienne, sonnée après sa défaite aux élections générales du 13 mai, retient son souffle à la veille du deuxième tour des municipales demain dans 75 villes de la péninsule, dont les fiefs de Rome, Naples et Turin, qu'elle espère préserver.

Le scrutin n'est pas sans danger car les candidats de la droite (CdL) comptent bénéficier d'un effet d'entraînement après la large victoire obtenue à la Chambre des députés et au Sénat par la coalition de droite de Silvio Berlusconi.

Pour compléter son tableau de chasse électoral, l'homme d'affaires a aménagé son agenda chargé par les consultations pour former son futur gouvernement et s'est déplacé pour appuyer en personne ses candidats à Turin mercredi, à Naples jeudi et à Rome hier soir, tentant de rééditer ses recettes de campagne.

Son adversaire malheureux, Francesco Rutelli, maire de Rome de 1993 à janvier 2001 et désormais chef de l'opposition, compte lui sur le scrutin pour démontrer qu'« après la défaite nationale, nos troupes n'ont qu'une envie, c'est de se battre et de retrouver le fil qui permettra de reconquérir la majorité dans le pays ».

Au total, plus de six millions d'électeurs sont appelés aux urnes demain. Le deuxième tour comporte aussi le renouvellement de l'exécutif des provinces de Mantoue (Lombardie) et de Lucca (Toscane).

Si la droite devait gagner les municipales, elle administrera majoritairement toutes les grandes institutions de l'Italie, régions comprises.

La mairie de Milan est restée à la droite dès le premier tour des municipales partielles le 13 mai.

À Turin, conservée de justesse par la gauche en 1997, Berlusconi s'est affiché aux côtés de son candidat Roberto Rosso, lui faisant signer un contrat avec la ville, dont il s'est porté « garant et témoin » dans une mise en scène rappelant le contrat qu'il avait lui-même passé avec les Italiens avant le 13 mai.

Rosso, avec 44,1 % des voix au premier tour, est au coude à coude avec le candidat de centre-gauche, Sergio Chiamparino (44,9 %). Celui-ci compte cependant sur le réservoir des voix (3,6 %) accordées au premier tour à la candidate marxiste de Refondation communiste.

À Naples, entre feux d'artifices et ritournelles napolitaines, Berlusconi s'est fait acclamer par des dizaines de milliers d'électeurs jeudi soir tandis que son champion, Antonio Martusciello, promettait la création de 100 000 emplois dans les cinq ans à venir.

Martusciello, accusé par le centre-gauche d'accointances avec la mafia et soutenu par le mouvement néo-fasciste MSI, a obtenu 45,7 % des voix au premier tour, derrière Rosa Russo Jervolino, la candidate du centre-gauche (48,8 %). Jervolino peut compter sur le report des voix (1,4 %) allées à la liste de l'ancien juge anti-corruption Antonio di Pietro. Mais le scénario d'une victoire encore possible n'a rien à voir avec 1997, quand la gauche avait été écrasante dès le premier tour (73 %).

À Rome, la droite se prend aussi à rêver, alors qu'elle n'envisageait pas avant le 13 mai de pouvoir accéder au Capitole.

Avec 45,12 % des voix au premier tour, son candidat Antonio Tajani, ancien porte-parole de Berlusconi, talonne Walter Veltroni, secrétaire national des Démocrates de gauche et ancien ministre de la Culture de Romano Prodi (1996-1998).

Tajani est appuyé par l'ancien dirigeant syndical Sergio D'Antoni, leader du petit parti Démocratie européenne (2,42 % au premier tour) mais ce ralliement n'a pas fait l'unanimité dans les rangs de cette jeune formation chrétienne-démocrate.

Di Pietro, qui faisait cavalier seul aux élections nationales, a lui apporté son soutien à Veltroni, en ballotage favorable avec 48,35 % au premier tour.

SOLDE D'OUVERTURE nouvelle surface LAVAL

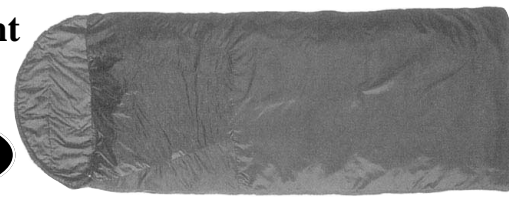
PROMOTION

À l'achat d'une tente Jack Yellowstone Wolfskin obtenez un tapis de sol autogonflable d'une valeur approximative de **99,99 \$**



Arceaux en aluminium . 2 portes . 2 vestibules
2 pers. : **279,99 \$** 3 pers. : **329,99 \$** 4 pers. : **379,99 \$**

Sac de couchage Mt-Tremblant • -5° celsius - 34 x 78 x 26 po
En prime oreiller de camping
Prix courant : **99,99 \$**
Solde **69,99 \$**



Spéciaux en promotion valides jusqu'au 2 juin 2001



Montréal • 6575 rue St-Denis • (514) 274-7122 BEAUBIEN
Laval • 1680, Boul. de L'Avenir (Une rue à l'est de l'angle St Martin et le Corbusier) • (450) 681-9859 • 1-800-363-1101
Joliette • 67, place Bourget Nord • (450) 753-5332 • 1-800-268-7332

Mijob *Fait de vous des belles de mai pour charmer l'été*

Solde printemps/été

30% à 70%

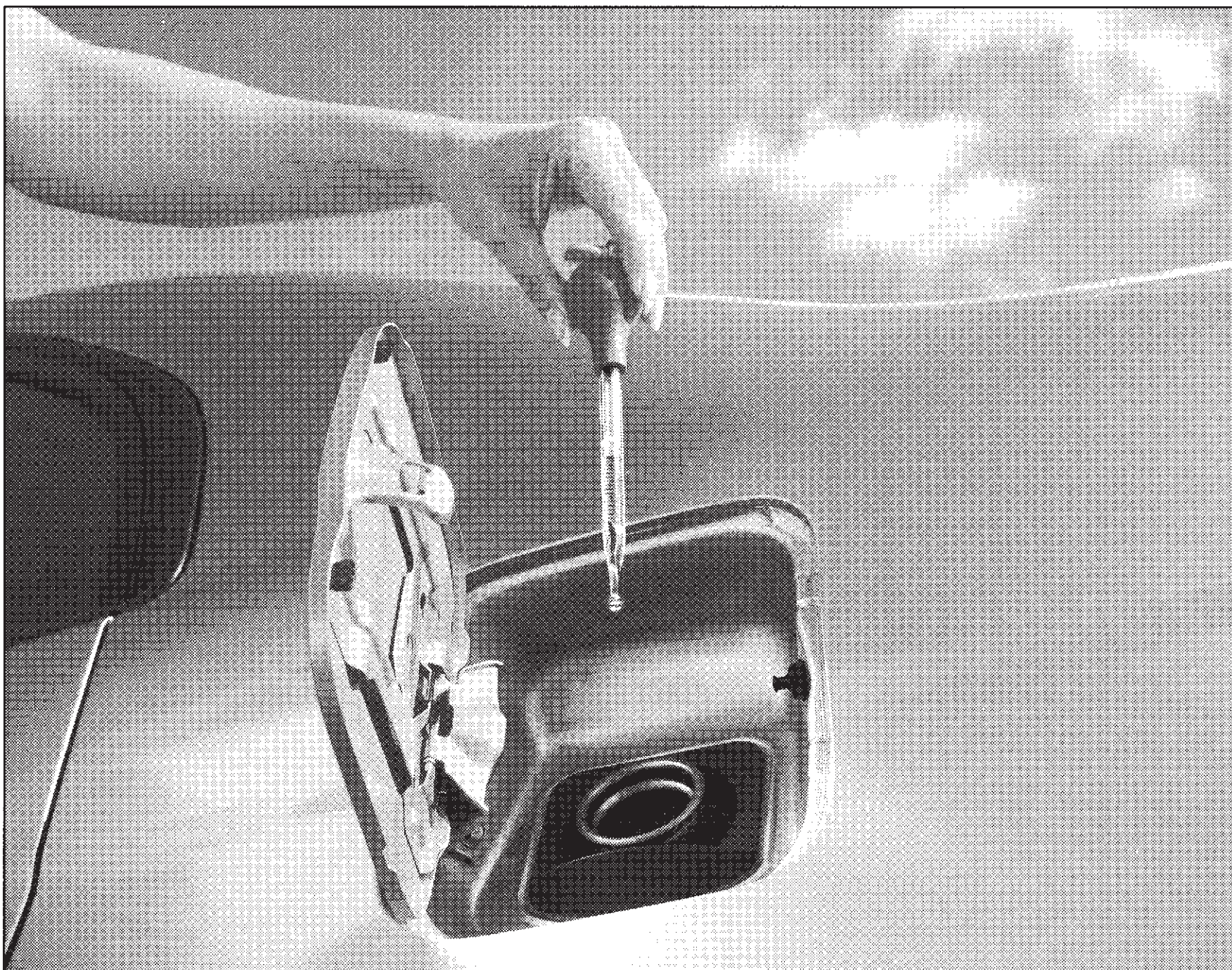
Sur jupes, blouses, costumes, chandails, pantalons, vestons, imperméables, robes de soirée sélectionnées, chaussures, sacs à main et ceintures

Tailles 6 à 20 ans

Ouvert les lundi, mardi, mercredi et samedi de 10 h à 17 h • jeudi jusqu'à 20 h et le vendredi jusqu'à 18 h

La boutique de classe à Laval

645, boul. Samson Ouest
Sainte-Dorothée, Laval
Tél. : (450) 689-1516



Faites du chemin, pour presque rien.

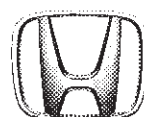
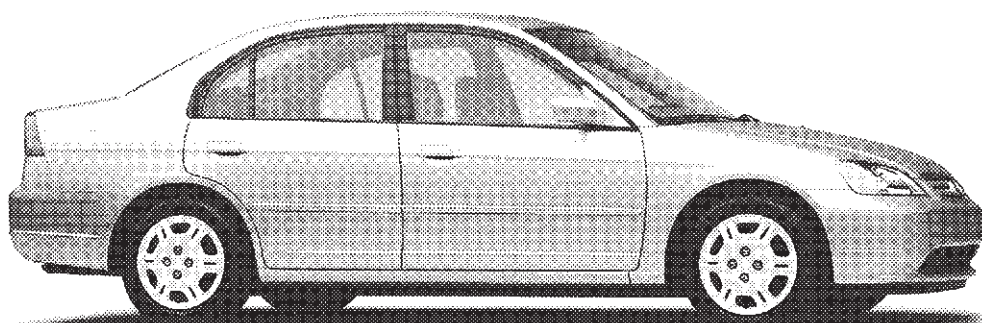
« ... fiable, économique, increvable et abordable... »
- Michel Crépault - L'actualité médicale, p. 42-43, 14 avril 2001

| | L/100 km VILLE | L/100 km ROUTE | L/100 km DONNÉES JUMELÉES |
|----------------------|----------------|----------------|---------------------------|
| Civic DX/LX-B. man. | 7,4 | 5,7 | 6,6 |
| Civic DX/LX-B. auto. | 8,0 | 5,8 | 7,0 |

(selon les données de RNCAN et de Transports Canada)

LA TOUTE NOUVELLE BERLINE CIVIC 2001
À COMPTER DE 15 800 \$*

VOITURE LA PLUS VENDUE AU CANADA



HONDA

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez le www.honda.ca, ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

*P.D.S.P. de la nouvelle berline Civic DX 2001 à 5 vitesses (modèle ES1521PX). Transport et préparation (850 \$), taxes, immatriculation et assurance en sus. Le prix des concessionnaires peut être inférieur. Informez-vous chez un concessionnaire.

Attentat suicide en Israël, un membre du Fatah tué en Cisjordanie

d'après AFP

JÉRUSALEM — Un attentat suicide revendiqué par le Jihad islamique a tué ses deux auteurs hier à Hadera en Israël, un autre a été déjoué dans la bande de Gaza et un membre du Fatah du président palestinien Yasser Arafat a été tué dans l'explosion d'une voiture en Cisjordanie.

Azzam Mezher, 23 ans, qui se trouvait à bord du véhicule, a été tué dans l'explosion qui a eu lieu dans la soirée à l'entrée du camp de réfugiés de Balata près de Naplouse en Cisjordanie et 9 personnes blessées, dont les trois autres personnes qui se trouvaient dans la voiture, des membres du Fatah selon la direction palestinienne.

Cette dernière a condamné dans un communiqué « cet assassinat

perpétré par Israël ». Mais des sources de sécurité israéliennes ont déclaré que l'explosion était « un accident du travail ».

En Israël, un attentat suicide à Hadera, à 40 km au nord de Tel-Aviv, a été commis au milieu de la journée près de la gare routière de cette localité située à 10 km au nord de Netanya, où un autre attentat suicide avait tué cinq personnes et un kamikaze palestinien le 18

mai. Le Jihad islamique a revendiqué cette action dans la soirée et indiqué que les deux morts étaient des membres du mouvement.

Selon le maire de Hadera, Israël Sadan, la voiture piégée a été lancée contre le flanc d'un autobus qui entrerait à la gare routière. Elle a été complètement détruite par l'explosion. Douze personnes ont été blessées dont une est dans un état sérieux.

Les projets spatiaux de Bush inquiètent les GI's

JIM MANNION
Agence France-Presse

WASHINGTON — Le président George W. Bush a proposé hier des forces américaines tournées vers la haute technologie, renforçant les craintes de l'armée de Terre d'une réduction de ses effectifs notamment en Europe.

« Nous devons construire des forces qui reposent sur les avancées révolutionnaires dans le domaine de la technologie de la guerre, ce qui nous permettra de maintenir la paix en redéfinissant la guerre selon nos termes », a déclaré le président américain à l'Académie navale à Annapolis, au Maryland.

« Je suis engagé à construire une future force qui se définit moins par sa taille que par sa mobilité et sa rapidité, qui soit plus facile à déployer et à maintenir, qui repose plus sur des actions furtives, des armes de précision et des technologies de l'information », a ajouté M. Bush.

Il a brossé l'image visionnaire de destroyers Aegis défendant des continents entiers contre des attaques de missiles, de sous-marins Trident armés de centaines de missiles de croisière « intelligents » et de forces de déploiement rapide orchestrées depuis un poste de commandement unique.

Cette révolution a déjà partiellement commencé depuis un discours du général John Shalikashvili, chef d'état-major sous Bill Clinton, en 1996.

Mais M. Bush a reconnu la difficulté qu'il y avait à réformer les armées. « Raison de plus pour se mettre à l'oeuvre rapidement », a-t-il dit.

Ces jours derniers, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, chargé d'un vaste plan de réforme militaire, s'est efforcé de rassurer les inquiétudes des généraux et du Congrès en démentant par exemple la suppression de deux divisions et en promettant de consulter les parlementaires avant la fermeture de bases.

Pourtant plusieurs généraux à la retraite expriment leur inquiétude quant aux implications d'une défense antimissile (MD) et de forces « hi-tech » faisant la guerre à distance pour les forces terrestres américaines basées à l'étranger, qui ont contribué à la relative paix mondiale depuis un demi-siècle.

Les guerres menées à distance dans le Golfe et en Serbie / Kosovo sont de « l'isolationnisme technologique », a déclaré le général William Odom, en dénonçant les projets de retraites de troupes.

La semaine dernière, l'ex-chef d'état-major de l'US Army, le général Gordon Sullivan a mis en garde contre l'illusion d'un sanctuaire. Il a réfuté « la conclusion facile mais erronée qu'en dépensant des centaines de milliards de dollars pour militariser l'espace, développer un NMD (National Missile Defence, selon l'ancienne appellation du projet) et acheter des armes à longue portée de haute précision, on éviterait la vilaine réalité du conflit ».

M. Rumsfeld a alimenté ces craintes en préparant en grand secret une révision stratégique de la défense des États-Unis, avec une douzaine de groupes de travail.

La réduction des forces conventionnelles — notamment chez les quelque 100 000 GI's stationnés en Europe — est une des options qui permettrait de financer la modernisation technologique, selon les analystes.

Le Pentagone, comme le montre une récente étude de la Rand, envisage de déplacer son attention depuis l'Europe vers l'Asie, estimant que c'est dans la région, notamment avec la Chine, que se situent les risques de conflits.

La Rand recommande de compenser les distances dans le Pacifique et l'absence relative de bases dans la région en développant les armements de longue portée.

L'administration Bush devient moins euro-centriste, note le général de l'armée de Terre à la retraite Theodore Stroup. Mais, selon lui, il y aurait danger à oublier « les leçons de l'histoire : chaque guerre majeure impliquant plusieurs nations depuis cent ans, a commencé en Europe ».

LE GRAND DÉCOLLAGE DU PRINTEMPS

C'EST UN DÉPART!

Vous avez jusqu'au 5 juin pour réserver.

| MONTRÉAL aller-retour, à partir des tarifs suivants : | Canada | É.-U. |
|--|------------------|-----------------------|
| International | TORONTO 198\$ | BOSTON 259\$ |
| KINGSTON MONTEGO BAY 469\$ | HALIFAX 299\$ | NEWARK 259\$ |
| MEXICO* 509\$ | WINNIPEG 379\$ | NEW YORK 259\$ |
| BARBADE 569\$ | CALGARY 459\$ | WASHINGTON 279\$ |
| LONDRES 658\$ | VICTORIA 529\$ | SAN FRANCISCO 489\$ |



Réservez par Internet en peu de temps : www.aircanada.ca
Optez pour le billet électronique : la façon simple et rapide de voyager sans billet conventionnel.



AIR CANADA
airAlliance airBC airNova airOntario Canadian Regional

Pour réserver, communiquez avec votre agent de voyages
ou Air Canada au : 1 888 247-2262
Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071



Sauf avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada ou d'Air Canada Régional inc. (faisant affaire sous le nom de Air Alliance, Air Nova, Air BC, Air Ontario, lignes aériennes Canadian Regional). Tarifs en vigueur au moment de la publication. Applicables aux nouvelles réservations seulement. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, la surcharge du prix du carburant lorsque applicable et les frais d'aéroport ne sont pas inclus. Les billets doivent être achetés au plus tard le 5 juin 2001. Achat sept jours à l'avance. Pour les destinations canadiennes et américaines : les voyages doivent prendre fin au plus tard le 28 juin 2001. Pour les destinations internationales : la dernière date de départ est le 30 juin 2001. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 15 juillet 2001. Les billets sont totalement non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. Séjour minimal et maximal. D'autres conditions s'appliquent. *En collaboration avec Mexicana, membre du réseau Star Alliance^{MC}.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

26 mai 2001

Page A23 manquante



... en toute confiance avec Wawanesa

Quand il s'agit d'assurance auto, il n'y a pas cinquante-six façons de faire les choses. À un moment ou l'autre, il faut se donner la peine de faire le tour afin d'avoir ce qu'il y a de mieux comme assurance ...

C'est exactement ce qu'a fait Nathalie avant de choisir Wawanesa pour une assurance auto et un service numéro un de A à Z.

- Agents certifiés courtois et avisés
- Service supérieur à la vente comme aux réclamations
- Primes concurrentielles, rabais avantageux, modalités de paiement pratiques
- Responsabilité civile jusqu'à 1 000 000 \$, assurance individuelle, protection du véhicule avec choix de franchises
- Option Sécurichoix avec avenants additionnels
- Règlement rapide et équitable de la réclamation

Oui, un coup de fil suffit et vous roulez l'esprit tranquille. Vous risquez juste d'économiser!



Wawanesa
assure vos biens...bien!

© 2001 La Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa. Fondée au Canada en 1896.

342-2211 ou
514-342-2211

Service téléphonique:
de 7h30 à 20h30.
Samedi: de 9h à 14h30.

www.wawanesa.com

Une Montréalaise adepte du Falun Gong arrêtée en Chine

MARIE TISON
Presse Canadienne

UNE MONTRÉALAISE adepte du mouvement Falun Gong a été arrêtée par les autorités chinoises.

Mme Ying Zhu est disparue à son arrivée en Chine, le 10 mai dernier, alors qu'elle se préparait à visiter son mari et ses parents dans la ville de Guangzhou.

« Le consulat canadien à Guangzhou a reçu l'instruction de contacter les autorités chinoises afin d'établir où elle se trouve, a déclaré une porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères, Mme Marie-Christine Lilkoff, au cours d'un entretien téléphonique hier. Nous essayons également de savoir pourquoi elle est détenue. »

Mme Lilkoff a cependant fait observer que Mme Zhu n'était pas citoyenne canadienne. « Donc, le gouvernement canadien peut seulement demander la collaboration des autorités chinoises », a-t-elle déclaré.

Mme Zhu vit à Montréal depuis quelques années; elle a obtenu son statut de résidente permanente.

Des adeptes montréalais du mouvement Falun Gong ont organisé une conférence de presse hier pour faire connaître la situation. Mme Jennifer Nadeau a expliqué que Mme Zhu avait prévu entrer en Chine continentale en passant par Hong Kong, à seulement deux heures de train de Guangzhou. Elle ne s'est cependant jamais rendue jusqu'à Guangzhou.

« Ses amis de Montréal s'inquiètent pour sa sécurité », a déclaré Mme Nadeau.

Le 24 mai, le Centre d'information des droits de la personne de

Hong Kong a fait savoir que Mme Zhu avait été arrêtée par le « Bureau 610 » de la province de Guangdong.

Selon les adeptes montréalais du Falun Gong, les « Bureaux 610 » ont été établis par les autorités chinoises pour exécuter les ordres visant le mouvement Falun Gong.

Une autre Montréalaise adepte du Falun Gong, Mme Zhili Li, a voyagé avec Mme Zhu jusqu'à Hong Kong, mais elle a pris un train différent pour Guangzhou. Elle a elle-même éprouvé des difficultés puisque les autorités chinoises ont refusé de la laisser entrer en Chine continentale.

« Ils m'ont dit que j'allais peut-être m'impliquer dans des activités visant à renverser le gouvernement », a-t-elle déclaré, par le biais d'un interprète, au cours de la conférence de presse.

Comme Mme Zhu, Mme Li a un statut de résidente permanente au Canada.

Elle a dit ignorer comment les autorités chinoises ont pu savoir qu'elle était une adepte du Falun Gong. « Toutes nos activités sont publiques, a-t-elle déclaré. N'importe qui peut prendre des photographies de nous. »

Elle a spécifié qu'elle avait été initiée au Falun Gong au cours d'une visite à Pékin, il y a quelques années. Les adeptes montréalais du Falun Gong ont soutenu que l'arrestation de Mme Zhu n'était qu'un nouvel exemple des innombrables violations des droits de la personne du gouvernement chinois. « Nous demandons au gouvernement canadien de nous aider à trouver Ying pour lui permettre de revenir au Canada saine et sauve », a déclaré Mme Nadeau.

Importateur de reproductions antiques européennes

Économisez jusqu'à 50%

GRANDE VENTE DE LIQUIDATION



Tables, jusqu'à 16 pi. de long

MOBILART C & R

L'une des plus importantes salles d'exposition au Canada
6529, boul. Décarie (coin av. Plamondon) Montréal

Stationnement à l'arrière
(514) 344-1400

Vous recherchez le confort et la qualité à bon prix ?

Optez pour les HydroSolutions !

Tirez parti des HydroSolutions, un tout nouveau concept de vente et d'installation de systèmes de qualité visant à assurer, à prix avantageux, votre confort à domicile et votre tranquillité d'esprit : **service 24 heures par jour, 365 jours par année • prix concurrentiels • financement avantageux • coûts énergétiques plus abordables • installation selon les normes en vigueur • garantie étendue**

SYSTÈMES À AIR CHAUD

SYSTÈMES À EAU CHAUDE

CHAUFFAGE DE L'ESPACE

Remplacez votre système de chauffage central par un appareil électrique performant et abordable !

Tout électrique à compter de

23\$

par mois¹

Installation comprise

Bi-énergie intégrée²

(Tarif DT offert)

à compter de

45\$

par mois¹

Installation comprise

Tout électrique à compter de

30\$

par mois¹

Installation comprise

Bi-énergie²

(Tarif DT offert)

à compter de

34\$

par mois¹

Installation comprise

NOUVEAU

NOUVEAU

CLIMATISATION

Passez l'été au frais à un prix rafraîchissant !



Pour une durée limitée : ne payez rien avant janvier 2002.*

Climatiseur central

à compter de

39\$

par mois¹

Installation comprise

Thermopompe³

(Tarif DT offert)

à compter de

61\$

par mois¹

Installation comprise

NOUVEAU

¹ Plan de financement offert par la Banque Laurentienne : mensualités calculées sans aucune mise de fonds, terme de 120 mois, taux d'intérêt de 9 %, sujet à changement sans préavis. Tout financement est sujet à l'approbation de crédit. Mensualités établies pour une installation de base et excluant les coûts supplémentaires, parfois applicables dans le cas d'une conversion de la source d'énergie ou de travaux additionnels pour respecter les normes des codes en vigueur.

² Avec un système bi-énergie, profitez du tarif DT et réduisez vos frais d'énergie annuels pour le chauffage d'environ 300 \$ par rapport à un système au mazout (valable pour une résidence de 1 700 pieds carrés, selon le prix du mazout à Montréal publié en avril 2001 par la Régie de l'énergie). Grâce au tarif DT, économisez également jusqu'à 42 % sur vos frais d'électricité relativement au climatiseur, au chauffe-piscine, au filtre de piscine et à d'autres appareils électriques. Aucune subvention n'est accordée à l'achat de ce système.

³ En ajoutant cet appareil à votre système à air chaud au mazout, vous aurez un système bi-énergie avec tous les bénéfices du tarif DT. Aucune subvention n'est accordée à l'achat de ce système.

Note : Le service est limité à certains secteurs. Informez-vous auprès d'Hydro-Québec pour vérifier s'il est offert dans le vôtre.

* Aucun paiement exigé avant le 15 janvier 2002; offre valable à l'achat d'un climatiseur central ou d'une thermopompe entre le 15 mai et le 30 juin 2001. Sujet à l'approbation du crédit de la Banque Laurentienne.

Appelez dès aujourd'hui !

ÉNERGIE (363-7443)

Région de Montréal

Hydro Québec

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

26 mai 2001

Page A25 manquante

Poursuite des violences en Kabylie : trois morts, 15 blessés

d'après AFP

ALGER — Les affrontements se sont poursuivis hier entre manifestants et forces de sécurité en Kabylie. Un jeune a été tué et 15 autres blessés, dont un grièvement, à Tazmalt, dans la région de Béjaïa, à 250 km à l'est d'Alger, alors que deux autres jeunes sont morts jeudi.

Des incidents avaient éclaté hier à Tazmalt et Akbou, deux villes si-

tuées à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Béjaïa, la capitale de la Petite Kabylie, entre des jeunes manifestants et des brigades anti-émeutes qui ont tiré avec des balles réelles.

Ces deux villes offraient hier soir l'aspect de villes fantômes avec les rues jonchées de pierres, de troncs d'arbres et de pneus carbonisés.

Un jeune homme de 19 ans, grièvement blessé le 23 mai a succombé jeudi soir à ses blessures au

village de Féraoun, à une trentaine de kilomètres au sud de Béjaïa, selon des habitants de la région. Une quinzaine de personnes ont été blessées. Un autre jeune, âgé de 21 ans, a été tué jeudi et une dizaine de manifestants blessés par balles à Bouzeguène, dans la région de Tizi Ouzou.

À Béjaïa, des centaines de jeunes étaient en train hier soir de dresser des barricades dans les quartiers de la périphérie ouest, selon des té-

moignages. Des centaines de jeunes ont dressé hier après-midi à Tizi Ouzou des barricades enflammées et faisaient face à des policiers anti-émeutes qui lançaient en leur direction des grenades lacrymogènes. Des incidents ont été enregistrés hier soir à Naciria (80 km à l'est d'Alger).

Les 22 et 23 mai, plusieurs villes et villages de la région de Béjaïa ont été secoués par de violents affrontements qui avaient fait une trentaine de blessés, selon des té-

moignages et la presse. Les heurts les plus violents se sont produits à Féraoun, où les gendarmes submergés par la foule ont tiré.

Un journaliste du quotidien *Le Matin*, Nadir Bensebaa, qui couvrait hier les émeutes à Tizi Ouzou, a été agressé par un policier anti-émeutes.

Jeudi, dans cette ville, la fin d'une manifestation qui a réuni plus de 10 000 femmes a été marquée par des affrontements entre la police et des jeunes manifestants.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Formation intensive



INFORMATIQUE

Cisco - Linux (AEC)

- Formation de soir débutant le 27 août 2001
- Renseignements : (514) 254-7131, poste 4800

Séance d'information :
28 mai 2001, 18 h.



Développement de systèmes de gestion avec Oracle 8i (AEC)

- Formation de soir débutant le 27 août 2001
- Renseignements : (514) 254-7131, poste 4800

Séance d'information :
29 mai 2001, 18 h 30.



Programmation Internet (AEC)

- Formation à temps complet débutant le 10 septembre 2001
- Renseignements : (514) 254-7131, poste 4800

Séance d'information :
31 mai 2001, 18 h.



Gestion de réseaux informatiques (AEC)

- Formation de jour débutant le 5 novembre 2001
Groupe ouvert à la clientèle d'Emploi-Québec :
être prestataire de l'assurance emploi ou l'avoir été au cours des 3 dernières années ou des 5 dernières années pour les prestations de maternité ou parentales ou être prestataires de l'assistance emploi ou être une personne sans chèques et sans soutien public du revenu. De plus, il faut avoir quitté l'école régulière à temps plein pendant 24 mois consécutifs ou cumulatifs.
- Renseignements : (514) 254-7131, poste 4800

Séance d'information :
13 septembre 2001, 18 h.



Dans notre site Web, vous pouvez vous abonner à une liste de diffusion pour recevoir les communiqués concernant les futurs groupes en informatique et en multimédia.

MULTIMÉDIA

Techniques d'intégration multimédia (DEC)

- Formation à temps complet débutant le 17 septembre 2001
- Renseignements : (514) 254-7131, poste 4800

Séance d'information :
12 juin 2001, 18 h.



Infographie multimédia (AEC) (en voie d'approbation)

- Formation de jour débutant le 5 novembre 2001
- Renseignements : (514) 254-7131, poste 4800

Séance d'information :
21 juin 2001, 13 h.



INSTITUT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU COLLÈGE DE MAISONNEUVE

www.cmaisonneuve.qc.ca/iti



Découvrez nos ateliers de micro-informatique offerts de jour, de soir et de fin de semaine.

LE GRAND CONGÈLE DE TAXES

DU 15 MAI AU 15 JUIN 2001

Club Décor paie les taxes pour vous

| | | |
|--|--|---|
| COUVRE-PLANCHER Grande liquidation de tapis <i>Saxony, peluche, torsadé</i> Régulier 15,99 \$ à 34,99 \$ sans taxes 9⁹⁹* v.c. | COUVRE-PLANCHER Plus de 40000 v.c. de tapis berbères en magasin Régulier 9,99 \$ à 24,99 \$ v.c. sans taxes 7⁹⁹* à 19⁹⁹* v.c. | LITERIE Pôle décorative 4⁹⁹* à 64⁹⁹* sans taxes A PARTIR DE Rideau de douche sans taxes 14⁹⁹* |
| COUVRE-PLANCHER Les plus grandes marques de plancher de vinyle <i>Mannington, Gerflor, Domco, Congleum</i> Régulier 9,99 \$ à 34,99 v.c. sans taxes 6⁹⁹* à 27⁹⁹* v.c. | LITERIE Plusieurs exclusivités en nouveauté Douillettes et ensembles de douillettes Régulier 194,99 \$ à 689,99 \$ sans taxes 144⁹¹* à 510¹¹* | PAPIER PEINT Tout le papier peint en magasin Régulier 15,99 \$ à 29,99 \$ sans taxes A PARTIR DE 6⁹⁹* |
| COUVRE-PLANCHER Toutes les carpettes en magasin. Plusieurs grandeurs disponibles Régulier 59,99 \$ à 1299,99 \$ sans taxes 39⁹⁹* à 899⁰⁰* | STORES Hunter Douglas série Silhouette, Célébrité, Duette ÉPARGNEZ JUSQU'À 50% Stores verticaux Porte patio 75X84 Disponible 2" et 3.5" Rail Garanti à vie A PARTIR DE 29⁹⁹* sans taxes | NOUVEAUTÉ 2001 Accessoires décoratifs de salle de bain 6⁹⁹* à 70⁹⁹* sans taxes |

Dépositaire autorisé Crown Diamond

NOUVEAU AUCUN PAIEMENT, INTÉRÊT AVANT MAI 2002**

SERVICE DE DÉCORATION À DOMICILE **GRATUIT**

Tous Plus Garantis sans frais

COUVRE-PLANCHER
STORE
LITERIE
ACC. SALLE DE BAIN
PAPIER PEINT
PEINTURE

CLUB DÉCOR

6925, JEAN-TALON EST (ENTRE L'ANGELIER ET LES GALERIE D'ANDOU)

255-7337

L'Inde invite le chef de la junte pakistanaise

d'après AFP

NEW DELHI — L'Inde a lancé une invitation formelle au chef de la junte pakistanaise, Pervez Musharraf, et à sa femme pour une visite à New Delhi, dans une lettre remise hier par l'intermédiaire de son ambassadeur à Islamabad, a annoncé un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

L'Inde avait annoncé il y a deux jours qu'elle allait convier le dirigeant pakistanais à des négociations sur le Cachemire et sur d'autres questions.

Le Pakistan a indiqué qu'il accepterait l'invitation, un geste salué par les analystes comme un événement majeur dans les relations troublées entre les deux États d'Asie.

Vente 55^e anniversaire tout le magasin est en solde!

10 à 40%

4 jours seulement:
jeudi 24
vendredi 25
samedi 26
dimanche 27
mai 2001

FORGET MEUBLES

3505, boulevard Saint-Martin Ouest Laval (450) 687-1812

Concert en plein air

Cimetière Mont-Royal

Chorale de Gospel Union

Entrée Gratuite/Dons pour...

l'église Union
pour son Projet de Restauration

Dimanche 27 mai à 14 heures
Rendez-vous sur la grande pelouse à l'entrée du Cimetière

(514) 279-7358



SERVICES COMMÉMORATIFS MONT-ROYAL
1297 Ch. de la Forêt, Outremont, QC

www.mountroyalcem.com